

Eine Welt Un solo mondo Un seul monde

N° 4
DÉCEMBRE 2002
LE MAGAZINE DE LA DDC
SUR LE DÉVELOPPEMENT
ET LA COOPÉRATION



**Recherche et
développement**

**Rapprocher les
académiciens des praticiens**

**Le Mali entravé par ses
dépendances**

**Reportage sur le métier
de journaliste au Bangladesh**

DOSSIER



RECHERCHE

Le savoir et l'action au service d'un monde meilleur
La science et la recherche peuvent contribuer à améliorer les conditions de vie des plus pauvres. La DDC et le Fonds national suisse explorent ensemble de nouvelles voies.

6

Des chercheurs traquent les maladies du Sahel

Des scientifiques suisses et africains travaillent en partenariat sur des problèmes concrets: ils étudient la santé des nomades et des citadins pauvres

12

Les bienfaits du choc culturel

Entretien avec le scientifique mauritanien Guéladio Cissé sur les conditions de la recherche dans les pays en développement

14

Le salut arrivera par la route

Le réseau routier afghan doit être amélioré de toute urgence. Un expert a été mis à disposition par la DDC.

24

FORUM



« Vous n'avez pas à vous battre pour ça »

Exercer la profession de journaliste dans les pays en développement, c'est souvent risquer sa vie. Compte rendu d'une stagiaire suisse au Bangladesh.

26

S'ils étaient aussi riches que nous...

L'écrivain mozambicain Mia Couto s'interroge sur les limites écologiques du modèle économique occidental

29

HORIZONS



MALI

Des griots, des marabouts et une histoire millénaire

Le Mali, pays enclavé d'Afrique occidentale, peine à sortir de sa dépendance face aux institutions internationales

16

Une vie volée

Comment Touré Fatou Sako, mère de cinq enfants, a découvert le terrible secret d'une femme de sa connaissance

20

DDC

Terrorisme et pauvreté – une année après

Le directeur de la DDC Walter Fust parle de la violence privatisée qui cherche à s'approprier le droit

21

Une génération d'orphelins en Afrique

La planète compte aujourd'hui environ 13 millions d'orphelins du sida. En Tanzanie, un projet soutenu par la DDC leur apporte une aide psychosociale.

22

CULTURE



Déclics dans une histoire tourmentée

Une exposition fascinante réunit les travaux des meilleurs photographes mozambicains

30

Éditorial	3
Périscope	4
DDC interne	25
Au fait, qu'est-ce que la « bonne gouvernance » ?	25
Service	33
Impressum	35

Un seul monde est édité par la Direction du développement et de la coopération (DDC), agence de coopération internationale intégrée au Département fédéral des affaires étrangères (DFAE). Cette revue n'est cependant pas une publication officielle au sens strict. D'autres opinions y sont également exprimées. C'est pourquoi les articles ne reflètent pas obligatoirement le point de vue de la DDC et des autorités fédérales.



Qui suis-je?

Cette question existentielle, que chacun se pose de temps à autre, n'épargne pas les institutions et les entreprises. En ce qui concerne la DDC, voici la réponse: elle est le centre de compétence de la Confédération pour la coopération avec les pays en développement du Sud et avec les pays en transition de l'Est, de même que pour l'aide multilatérale et humanitaire. La DDC coordonne les efforts de la Suisse dans ces domaines et nous pouvons affirmer qu'elle excelle à cette tâche.

Quelques exemples récents: lors des négociations à Johannesburg, la Suisse a défendu des positions claires et elle a fait sensation avec sa plate-forme d'information et de rencontres «Sustainable Switzerland» (Suisse durable). Elle a favorisé les échanges et une grande partie des 40000 participants au sommet ont salué cette initiative. Les médias nationaux et internationaux n'ont d'ailleurs pas manqué d'évoquer cette plate-forme ainsi que www.does-it-matter-horn.ch, une action artistique très appréciée avec son site Internet sur l'Année internationale de la montagne. Quelque 1600 personnes ont participé à la conférence annuelle de la coopération au développement, qui s'est tenue fin août à Zurich sous le titre «Pérou: de nouvelles chances pour les pauvres?». Cet été, le Conseil fédéral a accordé 50 millions de francs aux populations d'Asie et d'Europe frappées par les inondations et il a chargé la DDC de mettre en œuvre cette aide. Une semaine plus tard, il était en mesure d'adopter le programme.

Ces réalisations méritent d'être communiquées à l'opinion publique nationale et internationale. Nous voulons le faire de manière assurée, autonome et ciblée. Par

exemple, sur notre site Internet (www.ddc.admin.ch), qui a fait peau neuve. N'hésitez pas à le visiter et à nous contacter! De même, l'identité institutionnelle a été systématisée. À l'avenir, le lecteur reconnaîtra facilement nos brochures et saura qui se trouve derrière leurs contenus. Ces deux mesures ne visent pas à chanter nos louanges, mais bien plutôt à rendre compte de l'utilisation des moyens mis à notre disposition. Nous voulons donner l'exemple en pratiquant la «bonne gouvernance», qui exige responsabilité et transparence. En page 25, dans la rubrique «Au fait, qu'est-ce que...», vous découvrirez le sens exact que la DDC donne à cette expression.

Les chroniques de l'écrivain mozambicain Mia Couto, publiées tout au long de cette année, ont contribué aussi à prouver que nous ne craignons ni les discussions, ni les rencontres et que nous sommes également un partenaire apprécié par les voix du Sud. Récemment, un jury africain a classé son roman *Terre somnambule*, paru en 1994, parmi les dix meilleurs livres du continent. Nous adressons toutes nos félicitations à Mia Couto, qui prend congé d'*Un seul monde* dans cette édition. Sa dernière chronique, en page 29, porte sur la durabilité. L'année prochaine, une autre voix du Sud aura quatre fois carte blanche pour donner son avis dans nos colonnes. Nous nous réjouissons déjà de ce nouvel échange qui ne manquera pas d'être passionnant.

Harry Sivec
 Chef médias et communication DDC

(De l'allemand)

PÉRISCOPE



Toni Linde / DDC

Pleins gaz au Bangladesh

(bf) Depuis septembre dernier, les véhicules fonctionnant avec des moteurs à deux temps sont interdits au Bangladesh. En outre, le gouvernement central a lancé un appel à tous les propriétaires de véhicules, leur demandant de convertir leur moteur au gaz. Cette promotion du gaz – surtout dans les transports et l'industrie – est censée atténuer la pollution tout en tirant parti des réserves de gaz naturel du pays, qui totalisent environ 24,25 trillions de pieds cubes. Il est prévu de mettre en place ces deux prochaines années plus de 100 postes de ravitaillement. On estime que si la moitié des véhicules de Dacca et de Chittagong fonctionnaient au gaz, le pays économiserait chaque année environ 100 millions de dollars sur les importations d'essence.

Riche ne veut pas dire écologique

(bf) Il n'y a pas de corrélation directe entre l'état de l'environnement et le niveau de développement économique d'un pays. C'est ce qu'a démontré une étude de l'Université de Columbia, à New York, consacrée à la durabilité environnementale des nations. La Suisse occupe une excellente cinquième place sur l'échelle globale établie par les chercheurs. Mais d'autres nations

industrialisées se classent bien au-dessous de certains pays en développement: les États-Unis, par exemple, sont classés au 45^e rang, loin derrière la Bolivie (21^e), le Pérou (29^e) ou le Gabon (36^e), tandis que la Grande-Bretagne est 91^e et la Belgique 125^e. Ces résultats balaient l'argument selon lequel le progrès économique est synonyme d'environnement intact.

«Chaque pays peut encore s'améliorer», affirme le scientifique Marc Levy, un des auteurs de l'étude. «Aucune nation ne saurait affirmer qu'elle se trouve véritablement sur une voie authentiquement durable.»

L'étude peut être consultée sur Internet : www.ciesin.columbia.edu/indicators/ESI

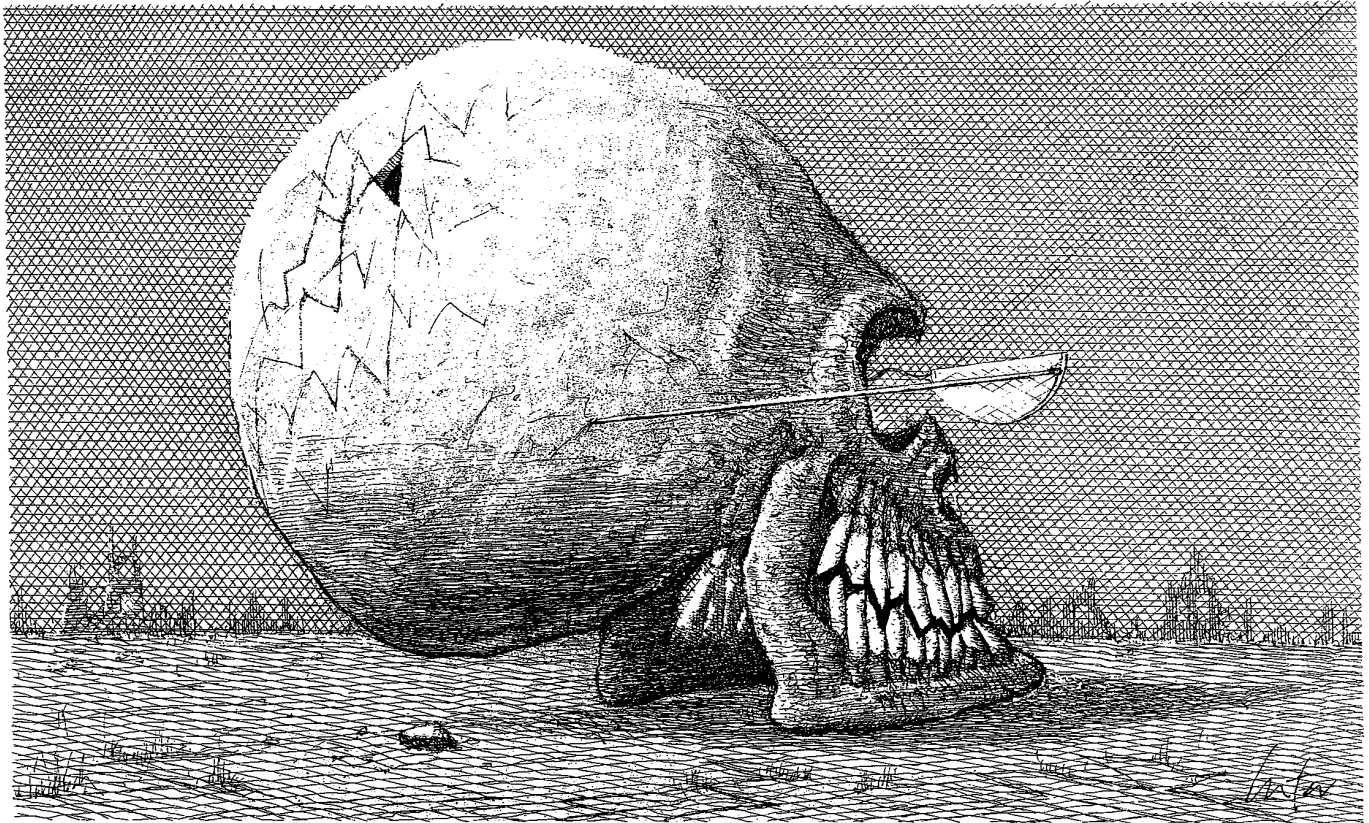
Écotourisme sur le dos des indigènes

(bf) L'écotourisme est actuelle-

ment le secteur le plus dynamique de l'industrie touristique, qui constitue elle-même la première branche économique à l'échelon planétaire. Selon les spécialistes, cette forme «douce» de tourisme assure une vraie protection de la nature, améliore le revenu de populations démunies et favorise les échanges culturels. Mais ce beau tableau a été terni ces derniers temps par la multiplication de cas dans lesquels les gros profits liés à cette activité (les écotouristes dépendent beaucoup plus que des touristes de masse) ont été réalisés aux dépens de la population locale. Quelques exemples relevés en 2002 : aux Philippines, une centaine de familles de pêcheurs ont été chassées de leur village d'Ambulong ; au Bangladesh, plus de 1000 familles appartenant aux ethnies khasi et garo ont été obligées d'abandonner les terres qu'elles occupaient depuis des générations. Dans ces deux cas, il s'agissait de créer des parcs écologiques de plusieurs milliers d'hectares. Au Brésil, deux villages de pêcheurs et plus de 1100 familles se battent contre un «centre écologique» de 5000 hectares prévu sur leur territoire. Dans l'État indien de Karnataka, des communautés indigènes luttent depuis des années pour leurs droits fonciers et s'opposent à des projets analogues.



Michael Doonille / Still Pictures



Dessin de Martial Leifer

Homo oeconomicus

Citadins fantômes

(bf) Des millions de Chinois ont abandonné ces dernières années leurs habitations rurales dans l'espoir d'un avenir plus souriant en ville. Ce phénomène a provoqué une rapide augmentation de la pauvreté dans les 31 provinces et les 35 plus grandes agglomérations du pays, comme le montre une étude de la Banque asiatique de développement. On estime à

37,1 millions le nombre de personnes vivant au-dessous du seuil de pauvreté dans les métropoles chinoises, ce qui représente 11,9 pour cent de la population urbaine. L'exode rural a de graves répercussions sur le plan social. Ainsi, les migrants n'ont pas accès aux logements subventionnés, aux œuvres sociales ou aux services de santé publique, car ils ne sont pas reconnus offi-

ciellement comme des citoyens. La plupart se contentent des travaux les plus mal rémunérés et souvent dangereux. Dans ce groupe de population, la proportion de nécessiteux est de 50 pour cent plus élevée que parmi les résidents permanents. Comme leur d'espoir, il y a le secteur privé: il faudrait créer des millions d'emplois pour vaincre la pauvreté urbaine.

africains nécessite des caractères composites qui ne sont pas pris en compte par les comités internationaux de standardisation. L'atelier de Bamako a suggéré que les spécialistes africanistes dressent une liste des «caractères africains précomposés» et la déposent auprès de l'Organisation internationale de normalisation (ISO). Ainsi, ces caractères pourront être ajoutés à la nouvelle norme internationale UCS/JUC (Jeu universel de caractères), entrée en vigueur début 2000. Les experts ont également préconisé la création de deux fonds: l'un pour financer la mise sur pied et l'entretien de sites Internet en langues africaines; l'autre pour former des informaticiens africains appelés à configurer et à administrer les serveurs hébergeant de tels sites.



Mark Henley / Panor / Strates

L'Afrique sur le web

(jls) L'Afrique se mobilise pour assurer la présence de ses langues locales sur Internet. Un atelier d'experts, qui s'est tenu en mai dernier à Bamako, a adopté une série de recommandations portant notamment sur l'encodage des langues africaines. Pour qu'un texte puisse être transmis sur Internet, ses caractères doivent être codés numériquement. Or, la transcription de certains sons spécifiques aux idiomes



Le savoir et l'action au service d'un monde meilleur

Milieus académiques et praticiens du développement ne travaillent pas toujours main dans la main. Pourtant, la science et la recherche peuvent contribuer largement à améliorer les conditions de vie des plus pauvres. La DDC et le Fonds national suisse explorent ensemble de nouvelles voies. De Gabriela Neuhaus.

Changements climatiques, désertification, érosion, récoltes insuffisantes ou épidémies. Ce sont là des thèmes dont s'occupe chaque jour la coopération au développement. En même temps, ils font l'objet de recherches dans les universités et les instituts scientifiques du monde entier. Une collaboration plus étroite entre science et coopération faciliterait la mise en pratique des nouvelles connaissances. Mais elle est souvent difficile à concrétiser.

«La coopération au développement et la recherche travaillent et continueront de travailler chacune à leur rythme et selon des logiques différentes», déclare Manuel Flury, responsable à la DDC des questions touchant au savoir et à la recherche. Son objectif est de rapprocher les personnes travaillant sur le terrain et les académiciens voués à la recherche scientifique. Urs Geiser connaît d'expérience ces deux domaines d'activité. Après avoir passé des années au service de la coopération au développement, il est aujourd'hui chargé d'enseignement à l'Institut de géographie de l'Université de Zurich. À ses yeux, il ne serait pas bon que la recherche s'oriente trop sur l'application pratique: «La science doit garder une distance critique à l'égard de la pratique. Le travail de la coopération présente toujours un aspect politique. Or nous, les scientifiques, devons considérer les évolutions à long terme. Nous ne pouvons pas fournir des recettes toutes faites et devons veiller à ne pas nous laisser instrumentaliser. Il importe dès lors qu'un dialogue critique mais constructif s'établisse entre la théorie et la pratique de la coopération.»

Nourriture pour tous

La recherche menée au service de la coopération au développement a de tout temps été orientée sur la pratique. Fondé en 1971 pour répondre aux famines qui menaçaient divers pays en développement, le Groupe consultatif pour la recherche agri-

cole internationale (GCRAI) a pour objectif de promouvoir la recherche sur l'agriculture tropicale afin d'«accroître la production alimentaire». La Suisse figurait parmi les 18 pays fondateurs de ce groupe. Aujourd'hui, elle continue de participer au financement et aux travaux de ses centres de recherche.

Au début, l'accent a été mis sur la culture d'espèces plus productives. Avec le temps, la plupart des centres ont orienté leurs recherches vers la lutte contre la pauvreté et la durabilité, tout en respectant un principe de base: les produits et les modes de production mis au point pour les pays du Sud doivent être adaptés aux conditions de vie des habitants. L'interprétation de ce principe est pourtant controversée et elle varie selon le point de vue et les intérêts en jeu.

Pour illustrer les divergences qui peuvent surgir, il suffit de prendre le cas du génie génétique: il fait



G.Griffins-Christian Aidi / Still Pictures



Les scientifiques recherchent des solutions aux problèmes posés par les changements climatiques, l'exode rural ou la désertification. De tels phénomènes se produisent dans de nombreuses régions du monde, que ce soit en Thaïlande et au Kenya (pages 6 et 7), en Indonésie (ci-dessus), au Soudan (page 9) ou encore au Sénégal (page 10).



Harmut Schwarzbach / Still Pictures



Jürgen Schulte / Still Pictures

l'objet de recherches dans les centres du GCRAI qui sont en partie soutenus par les fonds de la DDC. Dans la droite ligne de la stratégie initiale du GCRAI, les partisans de la technologie génétique voient dans ces travaux la possibilité d'accroître le rendement des récoltes et de résoudre ainsi le problème de la faim. D'autres chercheurs mettent en garde contre les risques écologiques, mais aussi contre l'apparition de nouvelles dépendances, les paysans du Sud devenant tributaires de semences génétiquement modifiées qui sont produites par des entreprises du Nord.

La frustration au retour

Aucun pays en développement n'a participé à la création du GCRAI. De nos jours, ce serait tout simplement impensable, car on sait aujourd'hui

que le développement n'est possible que si les bénéficiaires participent dès le départ aux projets et aux programmes. Si l'on veut améliorer durablement la situation des pays les plus pauvres, il faut donner à leurs habitants les moyens et la possibilité d'analyser eux-mêmes leur situation, de trouver des solutions et de les mettre en œuvre.

La science et la recherche jouent un rôle important dans cette démarche. C'est pourquoi des organismes tels que la DDC fournissent depuis des années un appui aux instituts de formation et de recherche du Sud. Leur but est avant tout de renforcer les capacités sur place. Dans le Sud aussi, il faut former des spécialistes qui soient capables de se faire entendre au niveau international.

Bien sûr, on continue d'offrir aux universitaires des pays défavorisés des possibilités de venir étudier



Mark Edwards / DDC

au Nord. Mais, une fois leur formation achevée, nombre d'entre eux ne rentrent pas dans leur pays. En restant au Nord, ils s'ouvrent de larges perspectives, tandis que le retour est souvent synonyme de frustration.

Stephen Ralitsoele, directeur de l'Institut de recherche agricole du Lesotho, se souvient de son retour en Afrique avec son diplôme d'agronome en poche. Plein d'enthousiasme et désireux de mettre sa formation au service de son pays, il a vite déchanté: le savoir qu'il ramenait d'Europe n'avait aucun rapport avec la réalité agricole du Lesotho. Aujourd'hui, il s'efforce dans son institut d'utiliser les méthodes scientifiques pour développer le savoir empirique des paysans africains. Son expérience lui a en effet montré que le potentiel de l'agriculture d'un pays menacé par la famine et par l'érosion, comme le Lesotho, est étroitement lié aux conditions de vie des paysans.

Coopération interdisciplinaire

Les activités scientifiques classiques se subdivisent en d'innombrables disciplines. En revanche, la recherche axée sur des problèmes spécifiques passe obligatoirement par la collaboration entre les spécialistes des domaines les plus variés et par la mise en réseau des personnes concernées. Pour bien comprendre le phénomène de la pauvreté dans une ville africaine, il faut par exemple examiner et mettre en relation différents aspects, comme l'état de santé de la population, l'exploitation des ressources, le contexte politique, etc.

On a commencé à parler de recherche «interdisciplinaire ou transdisciplinaire» dans les années 80. Pour faire face à la multiplication des crises écologiques dans le monde, des voix de plus en plus nombreuses en appelaient alors à une recherche axée sur les problèmes. Dans ce mouvement, divers instituts de recherche suisses ont accordé une plus grande place aux activités orientées sur les besoins pratiques du Sud.

Les Pays-Bas et le Canada attribuent directement des crédits de recherche à des projets scientifiques qui sont formulés, commandés et réalisés par des universités et des instituts du Sud. La Suisse ne va pas aussi loin: elle n'accorde un appui financier à des projets de recherche, même dans le domaine du développement, que lorsqu'un partenaire suisse en assume la direction.

Se fondant sur son engagement traditionnel en faveur de la science et de la formation, la DDC a participé en 1993 au Programme prioritaire «Environnement». C'est dans ce cadre que des fonds suisses destinés à la recherche ont pour la première fois été mis à la disposition de projets Nord-Sud. Tandis que le Fonds national suisse de la recherche scientifique (FNS) couvrait les dépenses de recherche des partenaires suisses, l'argent de la DDC finançait la formation et la mise sur pied d'instituts scientifiques dans les pays du Sud. Les expériences engrangées ont servi de fondement au Pôle de recherche national (PRN) Nord-Sud (lire l'encadré), un projet novateur et ambitieux qui est également reconnu sur le plan international.

Les onze commandements du partenariat

1. Déterminer ensemble l'objet de la recherche
2. Établir un climat de confiance
3. Informer et créer des réseaux
4. Partager les responsabilités
5. Promouvoir la transparence
6. Assurer le suivi de la coopération
7. Faire connaître les résultats
8. Exploiter les résultats
9. Partager équitablement les gains
10. Renforcer le potentiel de recherche
11. Assurer l'acquis

Ces onze principes de base, qui visent à garantir le succès de partenariats entre les chercheurs des pays riches du Nord et les scientifiques du Sud ou de l'Est, montrent bien où peuvent surgir les problèmes. C'est pourquoi la Commission suisse pour le partenariat scientifique avec les pays en développement (KFPE) a élaboré en 1998 un Guide du partenariat scientifique avec des pays en développement, qui sert aujourd'hui de référence au niveau international.



Un projet ambitieux

«Ce projet présente divers aspects novateurs», explique Daniel Maselli, qui a participé à la conception du PRN Nord-Sud. «Pour la première fois, sept instituts de recherche suisses collaborent à un programme de recherche. De plus, nous nous penchons sur un sujet brûlant, puisqu'il s'agit du changement global. Nous réservons une place particulière aux problèmes des pays en développement et en transition, tout en intégrant la Suisse dans les travaux de recherche. Nous tenons surtout à établir une collaboration interdisciplinaire et à inclure les personnes directement concernées dans nos projets.»

Plus de 200 chercheurs du Nord et du Sud participent à ce programme qui repose sur «l'approche par syndromes». Le coordinateur Peter Messerli explique le concept: «Notre but est de compléter les projets de recherche consacrés jusqu'ici aux grands problèmes des pays en développement et en transition. D'une part, nous voulons mieux comprendre les interactions entre ces différents problèmes et déterminer si des modèles comparables d'interactions se retrouvent dans différents endroits. D'autre part, nous souhaitons travailler en étroite collaboration avec les personnes concernées par ces problèmes. Nous espérons ainsi être mieux à même d'élaborer des stratégies efficaces pour

atténuer les syndromes induits par le changement global.» Les promoteurs du PRN Nord-Sud ont placé la barre très haut: ils ne veulent pas se contenter de développer de nouvelles méthodes pour analyser les problèmes clés; ils prévoient également de mener des projets-pilotes – avec la participation des populations locales – afin d'identifier des stratégies applicables dans le cadre de la coopération au développement. De plus, la DDC souhaite que ces partenariats de recherche contribuent au renforcement des capacités au Sud. C'est là un aspect qui coûte souvent beaucoup de temps aux directeurs de recherche suisses.

Pôles de recherche nationaux

Le Fonds national suisse a été créé en 1952 pour «promouvoir la recherche scientifique». Dans le cadre de son programme des Pôles de recherche nationaux (PRN), il consacrera au total 224 millions de francs ces quatre prochaines années pour financer 14 pôles de recherche. La palette des domaines étudiés est large. Elle va des sciences moléculaires de la vie aux nanosciences, en passant par les «partenariats de recherche pour un allègement des syndromes du changement global», thème couvert par le PRN Nord-Sud (lire l'encadré).



Jorgen Schytte / Still Pictures

De la théorie à la pratique

«Au Sud, nous avons trois différents types de partenaires», explique Ulrike Müller-Böker, professeur de géographie à l'Université de Zurich et responsable de l'un des projets du PRN: «Des instituts de recherche bien établis, qui font partie de réseaux internationaux et appliquent les mêmes normes que nous; des organisations non gouvernementales, dont les collaborateurs sont également des gens d'expérience; enfin, des institutions qui n'ont encore jamais formé de doctorants et qui travaillent dans des conditions extrêmement difficiles, comme le Département central de géographie du Népal.»

La collaboration avec ces derniers partenaires revêt une importance particulière, mais elle requiert aussi beaucoup de travail. Pour la géographe, il est clair que les obstacles supplémentaires, engendrés par les différences culturelles ou la situation politique, ne doivent pas se répercuter sur la qualité des recherches. Le PRN Nord-Sud est avant tout un projet de recherche. Toutefois, ses résultats doivent être transposés dans la pratique beaucoup plus directement que cela n'a été le cas jusqu'ici.

Outre ce projet d'envergure, il existe mille autres sources de «savoir» que Manuel Flury souhaite intégrer à la coopération au développement: «L'es-



Fonds national suisse

Montagnes, déserts et villes

Trois domaines clés seront soumis à un examen scientifique dans le cadre du Pôle de recherche national (PRN) Nord-Sud: les rapports entre régions de montagne et régions de plaine, les zones semi-arides en transition à la périphérie des déserts ainsi que les zones urbaines et périurbaines, en pleine croissance. Pendant les quatre premières années (de 2001 à 2005), le Fonds national suisse (FNS) et la DDC financeront ce projet, prévu sur dix ans, à raison de 14,5 millions de francs chacun. Le budget global de cette première phase se montera à 33 millions de francs. En Suisse, sept instituts de recherche prennent part au projet dont la direction est assurée par le Centre pour le développement et l'environnement (CDE) de l'Institut de géographie de l'Université de Berne.

Le PRN Nord-Sud travaille en partenariat avec des instituts et des personnes concernées dans les pays du Sud et de l'Est. Son but est d'identifier les causes de problèmes lancinants, tels que les changements climatiques, le manque d'eau ou les migrations, et de trouver des moyens de les atténuer. Le programme comprend sept «projets individuels» (PI) consacrés chacun à un sujet spécifique, mais étroitement liés entre eux. Des études de cas seront réalisées sur le terrain dans neuf régions (huit dans les pays en développement et une en Suisse; voir carte ci-dessus). Les résultats des travaux de recherche devraient servir de base à des projets-pilotes qui seront élaborés avec les populations concernées. Le principal objectif est de mettre au point de cette manière des mesures qui pourront ensuite être appliquées par la coopération au développement.

Les projets du Pôle de recherche national Nord-Sud sont présentés sur Internet, à l'adresse suivante: www.nccr-north-south.unibe.ch



Gerhard Huber / laif

sentiel, c'est que la DDC contribue aussi au transfert de connaissances. Les connaissances que la recherche, les évaluations et les études permettent de réunir chez nous et chez nos partenaires devraient à l'avenir trouver leur place dans la planification annuelle de nos programmes.» ■

(De l'allemand)

Des chercheurs traquent les



Les chiens de N'Djamena

Bénéficiant d'une bourse « Jeunes chercheurs » octroyée par la DDC, Ursula Kajali a travaillé durant deux ans et demi au Tchad, où elle a mis sur pied un laboratoire consacré à la rage. Jusqu'alors, le pays n'avait aucun moyen de diagnostiquer cette maladie en laboratoire. Par la suite, une collaboration avec des géographes a permis de recenser les chiens et leurs propriétaires dans différents quartiers de la capitale, N'Djamena, et de déterminer si les animaux étaient atteints par la maladie. Sur la base de ces travaux préparatoires et en coopérant avec les responsables de quartiers, les scientifiques ont alors mené une campagne de vaccination, dont le résultat a été impressionnant : en une seule opération, la couverture vaccinale a dépassé 70 pour cent. Ce travail de recherche fait désormais partie du projet PI4. La poursuite du programme de lutte contre la rage sur le terrain relève de la compétence du gouvernement tchadien.

Effectuer des recherches sur place, au sein de partenariats et en travaillant sur des problèmes concrets, voilà qui est entièrement nouveau pour nombre de scientifiques. À l'Institut tropical suisse, cela relève d'une longue tradition. Dans le cadre du Pôle de recherche national Nord-Sud, des chercheurs de Suisse et d'Afrique occidentale étudient la santé des nomades et de la population urbaine.

(gn) Chameaux, bœufs, moutons et chèvres sont le bien le plus précieux des nomades tchadiens. Les animaux sont donc soignés et vaccinés avec la plus grande attention. Les enfants des nomades, eux, n'ont même pas droit aux vaccins de base recommandés par l'Organisation mondiale de la santé, car ils vivent trop loin des dispensaires des populations sédentaires. Des chercheuses du Tchad et de Suisse ont ébauché une solution à ce problème : dans le cadre d'une « médecine commune », des campagnes de vaccination destinées aux nomades et à leurs troupeaux seront désormais réalisées conjointement par des spécialistes de la médecine vétérinaire et humaine.

Doublement défavorisés

L'Institut tropical suisse (ITS), à Bâle, se préoccupe depuis des années de l'état de santé des hommes et des animaux en Afrique. Le « projet individuel n°4 » (PI4) du PRN Nord-Sud repose donc sur des bases solides : son intitulé parle de « santé et



Rehbe / lat

bien-être», la région visée est l'Afrique occidentale et la direction est assurée par l'ITS.

Les principaux problèmes, comme le manque d'eau ou les épidémies, sont étudiés sur la base d'exemples concrets. Les doctorants du Nord et du Sud se concentrent sur deux groupes de popula-

maladies du Sahel

tion: d'une part, ils se penchent sur la santé des nomades en Mauritanie et au Tchad; d'autre part, ils étudient les conditions de vie et la santé des plus pauvres dans plusieurs villes de la région (Abidjan, Nouakchott, N'Djamena et Ouagadougou) qui connaissent par ailleurs un afflux massif de populations rurales. Marcel Tanner, directeur de l'ITS, résume les problèmes qui vont de pair avec le développement urbain: «Les changements démographiques entraînent aussi des changements épidémiologiques.»

Tandis que la malaria, la tuberculose et la diarrhée sont les principales affections qui touchent les populations rurales défavorisées, la classe moyenne des villes souffre plutôt de maladies chroniques et du sida. «Les personnes venues de la campagne, qui sont aujourd'hui les pauvres des villes, connaissent les plus mauvais côtés de ces deux mondes», constate M. Tanner. Elles appartiennent au «groupe le plus vulnérable». En collaborant étroitement avec les populations concernées, l'ITS et ses partenaires en Afrique veulent analyser les risques au niveau

Angaya Maho, vétérinaire et microbiologiste, dirige la section de microbiologie au Laboratoire de recherches vétérinaires et zootechniques de Farcha, à N'Djamena. L'été dernier, il a suivi une formation en Suisse sur les méthodes modernes utilisées pour diagnostiquer la maladie du charbon. À N'Djamena, les moyens techniques dont il dispose datent des années 50. Angaya Maho espère que le partenariat de recherche lui permettra de moderniser peu à peu son laboratoire.

Son projet vise à identifier diverses souches de bacilles du charbon parmi les troupeaux des nomades, puis à vérifier et à améliorer l'efficacité du vaccin produit localement. Les vaccins actuellement utilisés en Afrique occidentale sont fabriqués à partir de souches originaires de Grande-Bretagne et n'assurent pas la protection nécessaire. Outre l'efficacité accrue qui en découlera, la mise au point d'un vaccin adapté aux conditions locales contribuera à mener la médecine vétérinaire vers une plus grande indépendance.

Un centre de recherche en Afrique

La coordination du projet PI4 au Sud est assurée par Guéladio Cissé (voir interview en page 14), un scientifique mauritanien qui a rédigé sa thèse de doctorat dans le cadre d'un partenariat de recherche avec la Suisse. Ses connaissances du milieu de la recherche en Suisse facilitent la collaboration interculturelle.

Guéladio Cissé est également directeur adjoint du Centre suisse de recherches scientifiques (CSRS), à Abidjan, où travailleront sept des treize doctorants du Sud impliqués dans ce projet. Il explique les raisons de cette concentration: «Notre but est de favoriser la recherche multidisciplinaire. Or, celle-ci se pratique en équipe. S'il y a un chercheur en Mauritanie, un autre au Tchad, aucun d'eux ne peut vraiment vivre la transdisciplinarité. Ici, au CSRS, c'est possible.» De son côté, Marcel Tanner espère qu'en s'engageant dans ce partenariat Nord-Sud, le CSRS pourra se profiler davantage comme un véritable centre scientifique en Afrique occidentale. ■

(De l'allemand)

«La médecine vétérinaire m'intéresse surtout lorsque la santé des hommes est aussi en jeu. J'ai trouvé fascinant et enrichissant de travailler dans un autre environnement et d'être confrontée à une autre culture.»

Ursula Kajali, doctorante à l'ITS

«Déjà quand j'étais enfant, il me semblait que nous étions privilégiés. Cela me pose moins de problèmes de m'impliquer dans un contexte de développement difficile que de pratiquer en Suisse une médecine de luxe pour chiens, chats et chevaux.»

Jakob Zinsstag, responsable du projet Médecine vétérinaire à l'ITS

«Les chercheurs suisses travaillent dans des conditions qui n'ont absolument rien de comparable avec celles du Tchad. Il y a tellement de possibilités en Suisse. Et le matériel dans les laboratoires... c'est fou!»

Angaya Maho, Laboratoire de recherches vétérinaires et zootechniques de Farcha



J.-C. Gardner / CIRIC

des quartiers et déterminer les mesures envisageables pour améliorer la situation.

Questions formulées par le Sud

Lors du lancement du PRN Nord-Sud, les partenaires du Nord ont eu une influence prépondérante, car les délais imposés par le Fonds national suisse n'ont pas permis de faire intervenir beaucoup de partenaires du Sud dans l'élaboration des projets. Grâce aux partenariats que l'ITS entretient de longue date avec des institutions publiques et avec des instituts de recherche en Afrique de l'Ouest, le PI4 a pu démarrer dans des conditions plus propices. Ainsi, le gouvernement tchadien a suscité il y a trois ans le lancement d'une étude sur la rage dans les villes. La maladie du charbon sera aussi examinée de près pour répondre à des demandes émanant du Sud.

Les bienfaits du choc culturel

Dans les pays du Sud, la recherche souffre cruellement du manque de moyens. Pour le Mauritanien Guéladio Cissé, directeur adjoint du Centre suisse de recherches scientifiques, à Abidjan, les partenariats avec le Nord permettent aux scientifiques d'exercer leur métier dans de meilleures conditions et de renforcer leurs capacités. Interview réalisée par Jane-Lise Schneeberger.



Guéladio Cissé, docteur ès sciences techniques EPFL, connaît bien les partenariats de recherche Nord-Sud. Après des études d'ingénieur civil en Algérie, ce Mauritanien s'est spécialisé en génie sanitaire à l'École polytechnique fédérale de Lausanne (EPFL) et à l'École inter-États d'ingénieurs de l'équipement rural (EIER) de Ouagadougou. De 1986 à 1991, il a dirigé le service d'hygiène et d'assainissement de la santé. Puis il a entamé des études de troisième cycle en sciences de l'environnement à l'EPFL. Son travail de *master* et sa thèse de doctorat portent sur l'impact sanitaire de l'utilisation d'eau polluée en agriculture urbaine au Sahel. De 1992 à 2001, M. Cissé a coordonné ces recherches au Burkina Faso et en Mauritanie, travaillant en partenariat avec l'EPFL, l'Institut tropical suisse, l'OMS et l'EIER. Depuis 2001, il est directeur adjoint du Centre suisse de recherches scientifiques, à Abidjan, et coordinateur régional du projet PI4 (voir page 12).



Un seul monde: Qu'est-ce qui caractérise la recherche dans les pays du Sud?

Guéladio Cissé: La recherche est condamnée à porter sur des problèmes concrets et brûlants. Il y a deux raisons à cela. Appelés à produire des résultats avec peu de ressources, les chercheurs sont obligés d'optimiser les moyens mis à leur disposition. D'autre part, ils doivent justifier leur existence, prouver de manière visible que leur travail est pertinent et qu'il contribue au développement local. En Afrique, la population et les politiciens sont encore sceptiques à l'égard de la recherche.

Nombre de scientifiques du Sud, formés dans les pays développés, décident de rester au Nord une fois leurs études terminées. Voyez-vous une solution à cet exode des cerveaux?

En réalité, la plupart des jeunes Africains qui étudient au Nord rêvent de revenir en Afrique et d'y

occuper un poste correspondant à leurs compétences. Mais au retour, beaucoup d'entre eux trouvent des laboratoires délabrés, sans budget de recherche, et ils touchent un maigre salaire dans un système gangrené par le népotisme. Au bout de quelques mois, ils vont chercher ailleurs une meilleure situation, pour des motifs qui sont humains et universels: volonté de mener une vie décente avec leur famille, besoin d'affirmation professionnelle, de sécurité, etc.

Pour remédier à cela, il faudrait que les institutions du Nord s'intéressent à l'avenir professionnel des scientifiques de haut niveau qu'elles ont formés. Elles pourraient les aider à concevoir des projets leur permettant de rentrer au pays et de mettre à profit leurs capacités dans des laboratoires bien équipés et dotés des ressources nécessaires. De telles mesures demandent une réorientation profonde du système et ne sont pas applicables dans tous les cas. Mais leur coût serait modeste en regard des

millions affectés à la coopération au développement.

Vous-même avez fait de la recherche en Afrique avec des institutions suisses. Quels sont les avantages des partenariats Nord-Sud?

Par rapport à la recherche classique, ils apportent une plus grande plus-value sur le plan social et économique. Les partenariats permettent de consolider les institutions du Sud et de développer les capacités de leurs chercheurs. Pour ces derniers, les avantages sont énormes, notamment sur le plan des ressources intellectuelles qu'ils trouvent auprès des institutions du Nord. De leur côté, les chercheurs des pays développés ont l'occasion de mieux comprendre les problématiques du Sud. Cela contribue à la mondialisation des valeurs.

Comment se passe la rencontre entre ces chercheurs de cultures différentes?

Il y a toujours un certain choc culturel, mais chacun en ressort enrichi. La personne du Nord a



Toni Lindler / DDC



Jung / lat

quitté son pays où tout fonctionne. Dans le Sud, elle se trouve confrontée aux pannes d'électricité, aux pénuries de carburant ou au matériel défectueux; ce qu'elle avait prévu de faire le lendemain, elle ne le fera peut-être qu'une semaine après. Elle intègre vite une dimension plus humaine dans son évaluation des événements. Les gens du Sud, eux, acquièrent une plus grande rigueur dans la démarche scientifique et le respect du calendrier.

Les moyens financiers ne sont pas les mêmes de part et d'autre. Ce déséquilibre se ressent-il au niveau du travail quotidien?

Le partenariat n'est pas toujours idyllique. Il arrive que des chercheurs du Nord adoptent une attitude dominatrice à l'égard de ceux du Sud, estimant avoir plus de pouvoir du fait que le programme est financé par leur pays. Des conflits peuvent éclater surtout lorsque le partenaire du Nord, en plus d'être maladroit, n'est pas si compétent qu'il le

se croire. Il peut se trouver en face d'un scientifique africain brillant et sérieux, qui se sentira vraiment frustré. Cela dit, l'inverse existe aussi. Un chercheur du Nord, plein de bonne volonté, peut arriver dans une institution mal gérée, où ses partenaires sont faibles et peu coopératifs.

Pour qu'un partenariat fonctionne bien, il doit reposer sur la confiance et le respect mutuel. Il faut que chacune des parties porte sur l'autre un regard valorisant, que la communication soit bonne et les compétences équivalentes.

Vu leur besoin de financement, les chercheurs du Sud ne risquent-ils pas d'être manipulés, par exemple en produisant des travaux qui servent les intérêts de groupes industriels?

De tels abus existent. La recherche est parfois animée par des personnes peu soucieuses d'éthique, qui poursuivent des objectifs purement commerciaux et qui utilisent tous les mécanismes possibles pour parvenir à leurs fins. Si le responsable de la recherche dans le pays visé n'a pas de bons conseillers sur le sujet, il va accepter un projet qu'on lui présente sous des angles optimistes, comme celui des retombées financières. La faiblesse des institutions, l'insuffisance des capacités humaines et la corruption ouvrent la porte à ce genre de manipulations. ■



Bernard Descamps / Agence Vu (3)

Des griots, des marabouts et une histoire millénaire

Classé parmi les pays les plus pauvres du monde, le Mali peine à sortir de sa dépendance face aux institutions internationales. Sa culture ancienne, sa relative stabilité démocratique et quelques personnalités pionnières constituent pourtant des atouts majeurs. De Arnaud Robert*.

Il faut attendre jusqu'à minuit et plus pour que Toumani Diabaté débarque enfin, dans sa Mercedes cabriolet. Chaque vendredi soir à Bamako, le jeune héros de la *kora*, cette harpe mandingue aux 21 cordes, donne un concert sur la scène du club Hogon. À quelques pas de la voie ferrée qui relie la capitale malienne à Kayes et Dakar en une quarantaine d'heures (si tout va bien), le chant des griots électriques rassemble les mélomanes invétérés et les notables accompagnés de leur maître.

Au Mali, la musique est un domaine où tous les enjeux nationaux semblent converger. Avant d'être battu aux élections présidentielles de mai 2002, Alpha Oumar Konaré aimait à convoquer ses griots de prédilection au Palais de Koulouba, Élysée noir qui surplombe la capitale. Historien de formation, l'ancien chef de l'État restait imprégné de cette culture de la chronique chantée, du conte légendaire que les *djélis* mandingues transmettent depuis au moins dix siècles.

Les armes se sont tuées

La culture impériale – celle de Soundjata Keita, fondateur de l'Empire du Mali au 13^e siècle – reste la richesse majeure de ce pays enclavé, où seul le fleuve Niger offre une voie d'accès naturelle aux régions limitrophes. Dans les années 60 déjà, lorsque le patriarche Modibo Keita instaurait l'un des premiers régimes socialistes d'Afrique, il exigeait des artistes qu'ils inventent une variante mandingue aux musiques pop d'importation, au rock'n'roll et au rhythm & blues américains. Ainsi, Boubacar Traoré et Ali Farka Touré ont écrit des chansons à guitare au fort ancrage africain. C'est de



là peut-être qu'est née ce que tout le monde ici appelle la «fertilité malienne».

Chanteur retiré des affaires, Ali Farka Touré ne se soucie pas vraiment de la récente investiture présidentielle d'Amadou Toumani Touré. Il vit à Niafunké, à l'extrême nord du Mali, là où les hommes portent des turbans qui mangent la moitié de leur visage. Comme les Touaregs. Aux abords de Tombouctou, dans ces cités léchées par le sable saharien, la situation semble apaisée. Les batailles qui opposaient l'armée malienne aux rebelles nomades sont oubliées. En 1994, au plus fort de la guerre contre les Touaregs, Jean-Claude Berberat, responsable de la DDC au Mali, avait pourtant été retrouvé assassiné à Niafunké dans des circonstances inexplicables. L'événement était gravissime dans ce pays qui n'a connu que peu de violence dans son histoire post-indépendance. Il y a dix ans, le militaire Amadou Toumani Touré, que chacun appelle par son surnom ATT, prenait le pouvoir au dictateur Moussa Traoré. Il assurait une transition d'une année et abandonnait la présidence sans même se présenter aux élections. Un procédé inédit sur un

continent où ceux qui dirigent un État tendent à maintenir leur fonction au-delà de toute raison. Ainsi, le Mali est devenu un modèle démocratique.

Déséquilibres régionaux

Sur les murs de Bamako, quelques mois après les élections, les portraits d'ATT envahissent encore les myriades de maisons construites sur un étage. Étendue sur des kilomètres, la capitale compte plus d'un million d'habitants, sans que les recensements ne puissent réellement informer sur l'exode rural dont souffre le pays. L'un des grands projets du gouvernement reste la décentralisation. Sur le territoire



malien, grand comme deux fois la France, les déséquilibres sont colossaux. Entre le Sud – notamment la région de Sikasso dont l'économie est fondée sur d'importantes mines d'or et une nature foisonnante – et le Nord d'une pauvreté absolue, les besoins diffèrent radicalement.

Ancienne ministre de la culture sous Alpha Oumar Konaré, l'écrivain Aminata Traoré s'est battue pour un tourisme mieux intégré. Car le pays dogon, îlot presque autarcique dont les traditions anciennes hantent les cours d'ethnographie du monde entier, a vu son économie métamorphosée par les flots de cars bondés de touristes européens. Ce désastre culturel menace l'ensemble du Mali, qui devient la proie des voyageurs internationaux.

Ainsi, le plus grand défi auquel est confronté le nouveau président Amadou Toumani Touré tient en la rationalisation de l'économie nationale. Encore auréolé de ses réussites au sein d'organisations non gouvernementales et de son image d'ambassadeur onusien, ATT doit sortir le Mali de sa dépendance totale face aux bailleurs de fonds occidentaux. Mais il doit aussi empêcher que son bien



Stanley Greene / Agence Vu



Bernard Descamps / Agence Vu

L'objet de tous les jours

Le thé

Ici, on dit le thé malien. Histoire de ne pas le confondre avec ses homologues sénégalais ou maures. Dans les rues ocre de Bamako, des groupes d'amis ne quittent pas, de l'aube au crépuscule, le siège de fibres tissées où ils partagent le thé en regardant les passants. Une tradition? Davantage que cela: un art de vivre. Les spécialistes savent bien la dose exacte de thé vert que le récipient de porcelaine importé de Chine doit contenir. Ils savent aussi jauger la quantité de sucre, progressive au long des trois services, qui sied à la préparation. Sur un minuscule fourneau manufacturé, le gourmet fait mousser le liquide brunâtre pendant des heures. Lorsqu'ils voient cette jeunesse au désœuvrement généralisé passer ses journées à consommer verre sur verre, les vieillards maliens détournent la tête, affligés.

le plus précieux, l'histoire unique du pays, ne soit ravagé. Situation paradoxale d'un État qui bénéficie d'une image impeccable à l'étranger mais qui demeure l'une des nations les plus démunies, dont les ressources majeures restent liées à une agriculture presque médiévale.

Les mendiants du marabout

À Bamako, le défilé des minibus verts ne s'interrompt jamais. Transports publics gérés par des dizaines de propriétaires, ils conduisent les voyageurs aux quatre coins de la cité pour une centaine de francs CFA (25 centimes). Ils sont l'incarnation de ce que les instituts de coopération nomment «le secteur informel». Lorsqu'ils s'arrêtent aux carrefours, ces taxis collectifs sont encerclés par des enfants dont un bras porte une boîte de conserve rouge. Des mendiants qui vivent chez le marabout ou le maître coranique et sont souvent instruits par lui. Dans un pays qui compte de nombreuses ethnies, l'islam apparaît comme le ferment principal.

Un islam du quotidien, social, que les rares mouvements intégristes (liés à des financements libyens ou saoudiens) ne parviennent pas à radicaliser. Un islam ancien, implanté depuis l'époque impériale et dont la sublime mosquée de Djenné rappelle l'enracinement. Pour les Maliens, elle évoque aussi la grandeur de leur nation. Malgré d'immenses difficultés dans les secteurs de la santé ou de l'éducation, le Mali n'oublie pas qu'il occupe une position centrale en Afrique occidentale. Il n'a jamais cessé

de produire des figures pionnières pour le continent. De l'écrivain peul Hamadou Hampaté Bâ jusqu'au photographe bambara Seydou Keita, tous ont contribué au rayonnement mondial du pays.

De nouvelles personnalités émergent. Le plasticien Abdoulaye Konaté en est, lui qui a mis un temps sa carrière artistique en veilleuse pour diriger le Palais de la culture bamakois et y organiser l'édition 2002 de la Biennale de la photographie africaine. Il revient aujourd'hui à son travail passionnant de peinture et d'installation. C'est le cas aussi d'Amnata Traoré qui conduit d'une main de fer ses lieux de divertissement et de création – l'hôtel Djenné et le restaurant San Toro – et qui fomente à Bamako des réunions d'intellectuels sur le modèle de Porto Alegre. Dans ses ouvrages, elle dénonce la corruption généralisée et les ingérences de la coopération internationale.

Ces femmes et ces hommes participent de l'unicité malienne. Ils essaient aujourd'hui, quarante ans après l'indépendance, de construire leur pays. Et tentent de donner aux enjeux nationaux des réponses neuves. ■

** Arnaud Robert exerce une activité de journaliste culturel au quotidien «Le Temps». Depuis 1989, il a effectué de nombreux voyages et reportages au Mali. Récemment, il a réalisé un film documentaire intitulé «Bamako is a miracle».*

Le Mali et la Suisse

La gouvernance, l'économie et le social

(bf) La coopération suisse avec le Mali a débuté en 1976 par le financement de silos à céréales. Six ans plus tard, on a ouvert un bureau de coordination à Bamako, capitale de ce pays enclavé. En 1994, le coordinateur Jean-Claude Berberat a été assassiné au cours d'un déplacement dans le nord du Mali. Les relations entre Berne et Bamako sont alors tombées au plus bas et la DDC a interrompu ses activités dans le nord. Depuis lors, elle se concentre sur la «troisième région» (Sikasso), située dans le sud, où la pauvreté est la plus aiguë. Le programme de développement pour le Mali est l'un de ceux dans lesquels une part essentielle des projets est assumée par les organisations suisses d'entraide (notamment Helvetas, Intercooperation, Swiss-contact et l'Institut universitaire d'études du développement, à Genève). Le budget global est d'environ 12 millions de francs cette année. Les domaines d'activité se regroupent autour de trois axes principaux :

Appui à une gouvernance adaptée, autonome et démocratique : Des projets sont réalisés

dans des domaines tels que la décentralisation, la conduite des affaires publiques, le suivi des affaires communales et la gestion de l'eau.

Promotion de l'économie locale : Des programmes portent sur l'aide aux artisans, la formation professionnelle, le développement des caisses d'épargne et de crédit ainsi que la gestion durable des ressources naturelles. Leur but est de soutenir une économie productive, en lui donnant des bases diversifiées et durables, mais également d'encourager les échanges entre ville et campagne

Développement social : Un programme mené depuis de nombreuses années appuie le système malien de santé publique. Il repose sur la participation des communes, la couverture des coûts et la mise à disposition de médicaments. En même temps, un autre programme s'emploie à garantir l'accès à l'eau et soutient sa gestion tant publique que privée.

Nom

République du Mali

Capitale

Bamako (environ 1 million d'habitants)

Superficie

1 240 192 km²

Population

11,5 millions

Espérance de vie

Hommes : 48 ans
Femmes : 52 ans

Groupes ethniques

Bambaras : 36,5%
Peuls : 13,9%
Sénoufos : 9%
Soninkés : 8,8%
Dogons : 8%
Songhais : 7,2%
Malinkés : 6,6%
Aucune des autres ethnies principales (notamment les Bobos, Diolas, Maures et Touaregs) ne dépasse 5% de la population totale.

Religions

Musulmans (sunnites) : 89,8%
Animistes : 9,2%
Chrétiens : 1%

Langues

Français (langue officielle). Les langues vernaculaires sont utilisées largement dans la vie quotidienne. Le bambara et ses dérivés sont maîtrisés par une grande partie des Maliens.

Produit national brut
260 dollars par habitant

Principaux produits d'exportation

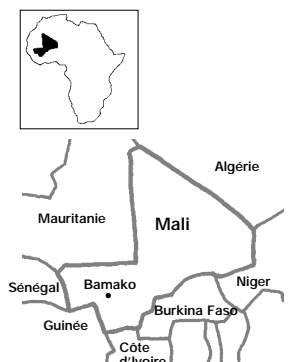
Coton, or, viande

Unité monétaire

Franc CFA (taux de change indexé sur le cours de l'euro : 1 euro = 655 fCFA)

Repères historiques

4 ^e s.	Le premier empire implanté dans la boucle du fleuve Niger pourrait être le royaume du Ghana. De grands axes commerciaux transsahariens se mettent alors en place. L'or et les esclaves s'échangent contre du sel.	1960	La Fédération a fait long feu. Le 22 septembre, le Mali devient un État indépendant. Modibo Keita en est le premier président. Il instaure un régime démocratique et socialiste.
13 ^e s.	Création du royaume du Mali. Aujourd'hui encore, les griots mandingues rapportent abondamment la légende de son fondateur, Soundjata Keita. Étendu sur un vaste territoire, de Gao à l'océan, l'empire connaît son apogée sous le règne de Kankan Moussa (1312-1337), dont le pèlerinage dispendieux à La Mecque aurait fait chuter le cours de l'or jusqu'au Caire. Des royaumes de diverse importance, islamisés d'abord par les marchands arabes, se succèdent dans la région jusqu'au 19 ^e siècle.	1968	Un jeune militaire, Moussa Traoré, renverse le président Keita, abroge la constitution et interdit les partis politiques. Sa gestion autocratique, aggravée par la sécheresse, va plonger le pays dans une crise économique durable.
1892	Chassé par les troupes françaises, Samory Touré, chef de guerre et résistant anticolonialiste, émigre en Côte d'Ivoire. C'est la fin du royaume de Sikasso.	1991	Après que Moussa Traoré a donné l'ordre à l'armée de tirer sur des manifestants (106 morts, surtout des étudiants), le lieutenant-colonel Amadou Toumani Touré dirige l'arrestation du dictateur et met en place un comité de transition, chargé de préparer le retour à la démocratie.
1895	Le Mali devient une colonie française. Il est intégré à l'Afrique occidentale française (AOF), sous le nom de Haut-Sénégal-Niger, puis de Soudan français.	1992	Contre toute attente, Amadou Toumani Touré quitte le pouvoir sans s'être présenté aux élections. Alpha Oumar Konaré devient chef de l'État. Il sera réélu en 1997.
1959	Proclamation de la Fédération du Mali, qui réunit les territoires du Soudan et du Sénégal.	Mai 2002	Au second tour de l'élection présidentielle, Amadou Toumani Touré devient président, après avoir quitté l'armée. Son expérience de dix ans au sein d'organisations non gouvernementales et d'institutions internationales est présentée comme un atout majeur.



Une vie volée



Touré Fatou Sako, 48 ans, travaille au Musée national du Mali, à Bamako, en tant que guide et animatrice socioculturelle. Elle est diplômée de l'Institut national des arts (section musique). Mariée et mère de cinq enfants, elle consacre ses loisirs aux voyages, à la lecture et la musique.

C'était au mois de juillet, les enfants passaient leurs vacances chez les grands-parents. Je me reposais, calme par une nuit de pleine lune. Soudain, stridence du téléphone dans le silence. Ma sœur m'annonce le décès de la vieille Kany. Lentement, je reviens dans la chambre, ressassant dans ma mémoire le visage de Kany. Dans mes souvenirs les plus lointains, lorsque j'avais environ dix ans, j'ai connu et approché cette dame. Je peux retracer ces moments dans ma tête comme si c'était hier. Aujourd'hui, cette mauvaise nouvelle me ramène l'image d'une femme à l'allure altière, dont le charme et l'élégance ont marqué mon enfance.

Longtemps, Kany et surtout sa présence dans sa famille paternelle m'ont intriguée. Elle était entourée d'un halo de mystère. Mariée et pas divorcée, toujours seule, toujours à l'écart de la vie communautaire, malgré sa gentillesse et son caractère accommodant. Mystère aussi, ces coupons de tissus qui séchaient loin des regards, dans le secret de ses toilettes. Je les regardais sans comprendre, me demandant comment une femme de son âge pouvait encore jouer à la poupée. À cette époque, mes questions restaient sans réponse. Kany devenait à mes yeux une vraie énigme. Belle, gentille, maternelle, mais seule, toujours seule.

J'ai grandi, je me suis mariée. C'est lorsque je suis revenue avec mes enfants au village que je fus à même de lever un coin du voile sur le mystère Kany. Femme excisée et mère, j'ai compris Kany. Il n'y avait pas de mystère. Il n'y avait qu'un drame, celui de beaucoup de femmes dans ces villages perdus. Elle avait à peine 16 ans, lorsque revenue dans sa famille paternelle, comme de coutume pour y mettre au monde son premier enfant, elle eut son accident. Un accouchement long et pénible lié aux chairs meurtries par l'excision provo-

qua une fistule vésico-vaginale. À 16 ans, Kany est devenu incontinente: plus jamais de mari, plus jamais de vie conjugale, plus jamais de vie sociale. Elle perdait continuellement ses urines.

Je comprenais enfin la multiplicité des coupons dans ses toilettes. Maintenant que je suis devenue mère de famille, j'ai compris ce qui s'était passé dans la vie de Kany: le drame des fistuleuses. Chez nous les Soninkés, il est d'usage d'exciser et d'infibuler les petites filles pour préserver leur virginité. Adroitement, Kany, qui aurait dû retourner au domicile conjugal, sut faire reculer à chaque fois les dates fixées. Elle se plaignait de douleurs diverses nécessitant de longs traitements. En réalité, elle cachait sa douleur, elle cachait sa honte: comment vivre avec ses coépouses et ses belles-sœurs, quand on empeste l'urine et des odeurs fétides?

Excision, infibulation, des mots à la mode, des pratiques barbares tant décriées! Certaines traditions persistent; elles résistent au temps et à son évolution. À l'origine, ces pratiques sanglantes étaient la porte d'entrée d'une longue initiation, pendant de la circoncision, qui avait pour but de préparer la jeune fille à son rôle futur de femme, d'épouse et de mère. C'était l'acte qui débouchait sur la socialisation de l'individu.

Avec la colonisation, l'Afrique fut plongée dans la modernité et découvrit alors l'hygiène, les soins de santé maternelle et infantile, la médecine moderne. Les sociétés africaines se développant, les initiations disparurent et il ne resta plus que l'acte sanglant comme marque d'une identité culturelle. Le problème est aujourd'hui posé: comment faire disparaître ces pratiques? Les organisations non gouvernementales (ONG) féminines, les États africains et les intellectuelles africaines s'agitent parfois ensemble, parfois dans des voies opposées. Ils recommandent tantôt de recycler les exciseuses, tantôt de médicaliser l'excision, tantôt de pénaliser. Et je me pose la question: dans les villages perdus des campagnes où ne pas être excisée, c'est être marginalisée, quel peut être le poids de ces stratégies des villes face aux problèmes d'identité culturelle et d'ignorance?

Je pense à toi, Kany, qui es à l'image de milliers de femmes anonymes des campagnes; le conformisme, l'ignorance, les coutumes t'ont volé ta vie.

Dors en paix, toi qui as vécu sans exister. ■



Touré Fatou Sako



FIS Krebs

Terrorisme et pauvreté – une année après

Existe-t-il des liens entre la pauvreté et le terrorisme? Sur cette question, les avis sont partagés. Les plus pauvres d'entre les pauvres ne peuvent guère se procurer des armes, car ils n'en ont pas les moyens. Pourtant, il arrive que certains d'entre eux, parfois même des enfants, soient enrôlés et deviennent des outils au service d'autres intérêts. L'expérience montre qu'ils ont ensuite beaucoup de peine à se défaire de leur arme, car ils ont appris à utiliser la force pour obtenir ce qu'ils n'ont pas ou ne peuvent acquérir par leur travail.

Il convient donc de distinguer entre violence privée (actes criminels d'individus isolés) et violence privatisée (violence organisée dont font usage des groupements privés pour parvenir à leurs fins). Ces deux formes de violence n'ont rien de nouveau. Mais le 11 septembre 2001 a brutalement montré combien notre société est vulnérable et de quoi est capable la violence privatisée. D'une façon effroyable, le réseau al-Qaïda, véritable organisation multilatérale, a appris au monde à avoir peur. Les auteurs des attentats ne venaient pas de milieux pauvres et ils n'entendaient pas protester contre la pauvreté. Il s'agissait d'actes criminels motivés par des positions et des revendications fondamentalistes.

La violence privatisée conteste aux États le monopole de la violence, qu'ils exercent pour garantir la sécurité et l'ordre. Ce qu'elle vise, c'est le pouvoir. De tels groupements s'approprient le droit, ils se servent de la violence pour atteindre des objectifs qu'ils ne peuvent à l'évidence réaliser par des moyens pacifiques. Si les États ne parviennent pas à assurer la sécurité, il n'y a personne pour faire front à ces groupements, pour instaurer la paix et le respect du droit. La société mondiale a donc besoin d'États forts, afin d'empêcher l'apparition d'espaces de non-droit. Il faut donner aux pauvres

les moyens de faire valoir leurs droits. La sécurité ne doit pas devenir un produit que les riches peuvent s'offrir, mais qui reste hors de portée des pauvres. Laisser ces derniers à la merci de la violence privatisée, c'est se moquer de la démocratie, et notamment du principe selon lequel tous les individus sont égaux en droit.

Beaucoup de choses ont été entreprises pour lutter contre le terrorisme. Mais avons-nous vraiment compris ses causes? L'alliance contre le terrorisme est-elle assez forte pour enrayer la violence privatisée, voire pour la prévenir? On oublie trop souvent que l'État de droit est l'une des plus belles inventions de l'humanité. Ce ne sont pas les pauvres qui provoquent la chute des États, mais des personnages avides de pouvoir qui se placent au-dessus des lois, qui sont juges et parties. Les attentats du 11 septembre 2001 ne doivent pas conduire à cela, pas plus d'ailleurs qu'à l'usage symétrique de contre-violence. Léon Tolstoï le dit bien dans son chef-d'œuvre *Guerre et Paix*: de même que l'on ne peut combattre le feu par le feu, on ne peut rendre le mal pour le mal.

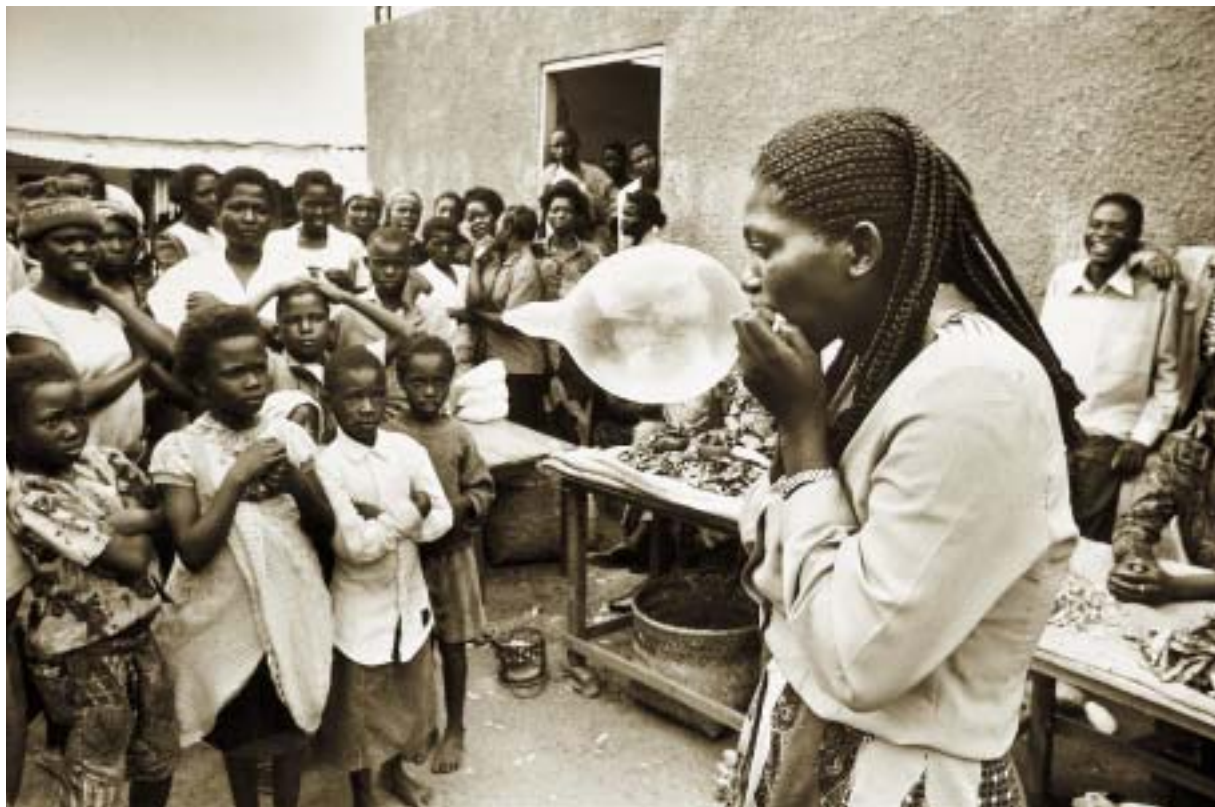
Le monde et les êtres humains ont besoin d'espoir. Ils doivent avoir la perspective de vivre dignement, dans la paix et la sécurité. Est-ce si difficile à comprendre? Le développement durable, s'il était souhaité par tout le monde, serait un bon moyen d'y parvenir. Pour le mettre en œuvre, il reste à forger un partenariat mondial des États et de la communauté internationale. ■

Walter Fust
Directeur de la DDC

(De l'allemand)

Une génération d'orphelins en Afrique

Plus de 40 millions de personnes à travers le monde sont contaminées par le virus du sida. Deux tiers d'entre elles vivent en Afrique subsaharienne. Dans quelques pays africains, l'espérance de vie a chuté radicalement. Et tandis que leurs parents meurent, les enfants se retrouvent seuls face à un avenir incertain. Les orphelins du sida sont aujourd'hui environ 13 millions sur la planète.



Calhom Mendel / Network / Lookat

Espérance de vie fortement réduite

Entre 2000 et 2005, l'espérance de vie aura été réduite d'au moins 17 ans à cause du sida dans les huit pays africains suivants : Botswana, Kenya, Lesotho, Namibie, Afrique du Sud, Swaziland, Zambie et Zimbabwe. Au Botswana, l'espérance de vie a régressé de 23 ans entre 1995 et 2000 par rapport à celle qui aurait été enregistrée sans la mortalité due au sida ; d'ici 2005, elle aura diminué de 34 ans.

En dehors du continent africain, le recul sera d'au moins trois ans entre 2000 et 2005 pour les Bahamas, le Cambodge, la République dominicaine, le Guyana, Haïti et Myanmar. (Source : Onusida)

(mr) « Nous devons nous comporter en adultes, car personne ne nous traite comme des enfants. Et nous devons faire ce que font normalement les adultes. Je me lève à quatre heures du matin, je fais de l'ordre dans la maison, je lave mes jeunes frères et sœurs, ensuite je parcoure cinq kilomètres à pied pour arriver à l'école. Être en classe, c'est le meilleur moment de la journée, car nous oublions tous nos problèmes. Je veux aller à l'école jusqu'en dernière année et ensuite trouver un travail. Je m'occuperai de mes enfants et je leur donnerai ce qui m'a manqué. » Sarah a 16 ans. Comme beaucoup d'autres enfants et adolescents de Tanzanie, elle est devenue orpheline à cause du sida.

Sur une population tanzanienne de 31 millions d'habitants, l'épidémie a déjà fait plus d'un million d'orphelins. Dans certains pays d'Afrique australe et orientale, plus de 20 pour cent des enfants ont ainsi perdu leurs parents. Nous sommes confrontés à un phénomène social jamais rencontré auparavant,

une véritable bombe à retardement dont nous ne pouvons pas estimer les conséquences. « Dans ces pays, toute une génération est en train de grandir privée du réconfort et de l'amour des parents », relève Irene Bush, de Terre des Hommes Suisse (TdH).

Sensibiliser les enseignants

En Tanzanie, la situation est particulièrement difficile, car 70 pour cent de la population vit à la campagne. Les familles paysannes ne peuvent subvenir qu'à leurs besoins les plus immédiats. Si quelqu'un tombe malade, elles manquent de toute ressource alimentaire et financière. « Une fois que les deux parents sont morts, les enfants restent seuls et ce sont les aînés qui doivent prendre soin des plus petits. La plupart du temps, ils doivent aussi travailler la terre, alors qu'ils n'ont pas la moindre connaissance dans ce domaine », ajoute Mme Bush. Souvent, les seuls contacts de ces enfants avec des

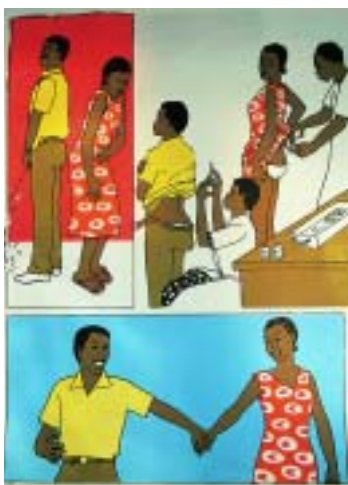
adultes ont lieu dans le cadre scolaire. Il est donc essentiel que les enseignants aient un comportement adéquat. Le projet Humiliza, réalisé par TdH en Tanzanie avec le soutien de la DDC, vise à offrir aux orphelins un soutien psychosocial à travers la sensibilisation des maîtres et, de manière générale, de tous les membres de la collectivité. Un tiers des 685 enfants qui fréquentent l'école primaire de Ganyamukanda, dans le district de Muleba, sont orphelins. Au début de l'épidémie, une grande partie des seize enseignants pensaient que le sida était une punition divine et que c'était à la famille de s'occuper de ces enfants. Aujourd'hui, vu le nombre tragique d'orphelins parmi leurs élèves, ils sont conscients que le virus peut frapper quiconque (voir ci-dessous les affiches sur la prévention du sida).

Dans une première phase du projet, ces enfants ont exprimé leurs besoins et leurs problèmes. Ils ont

Ganyamukanda ont pris conscience qu'ils ont droit à l'éducation. Depuis lors, la fréquentation de l'école a augmenté.

Des thèmes tabous

Humiliza n'est qu'un des projets qui tendent à aplanir les problèmes psychosociaux des orphelins du sida. Depuis mai dernier, la DDC apporte son aide à une initiative analogue qui a été lancée à l'échelle régionale sous l'appellation REPSSI (Regional Psychosocial Support Initiative HIV/AIDS). «Nous avons fait d'excellentes expériences avec des projets comme celui de Humiliza. Il est donc important que les diverses organisations œuvrant dans ce domaine assurent entre elles une coordination et un échange d'informations», explique Irene Bush. À l'aide de REPSSI, des organisations humanitaires actives sur le terrain entendent coordonner les programmes d'accom-



Claudine Douay / Agence Vu (3)

demandé en priorité un plus grand soutien, une meilleure protection et le paiement des frais d'écolage. Les responsables du projet ont décidé de prendre en charge ces frais et d'accorder une attention particulière aux besoins psychosociaux des enfants. D'une part, ces derniers ont reçu une aide psychologique directe. D'autre part, les enseignants et les membres d'autres organisations non gouvernementales ont été formés afin qu'ils saisissent l'importance de la communication avec les orphelins.

Grâce à Humiliza, les instituteurs ont compris la nécessité du soutien psychosocial pour leurs élèves et ils ont appris à interpréter certains comportements qui leur échappaient auparavant. Par exemple, un enfant peut être distrait tout simplement parce qu'il a faim. Un autre ne vient pas à l'école parce que ses habits sont sales et qu'il n'a pas de savon pour les laver.

Avec l'appui de leurs maîtres, les orphelins de

pagement psychosocial déjà en place dans les différentes régions et intensifier les activités de soutien aux enfants. Un autre aspect fondamental du projet porte sur la promotion de la prévention, une entreprise très ardue dans ce pays où la sexualité et la mort sont des thèmes tabous.

Actuellement, 35 organisations collaborent dans le cadre de REPSSI. Elles offrent un appui psychosocial aux orphelins du Malawi, du Mozambique, de Namibie, de Tanzanie, d'Ouganda, de Zambie, d'Afrique du Sud et du Zimbabwe. Jusqu'à aujourd'hui, le projet a touché environ 10000 enfants. D'ici 2007, leur nombre devrait passer à 250000. ■

(De l'italien)

Nouvelle politique de la DDC

La DDC est active dans la lutte contre le virus VIH. Elle soutient notamment des organisations telles que Onusida ou le Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme. Dans le cadre de la coopération bilatérale, des activités de prévention ont déjà été menées il y a dix ans au Népal et au Mali, par exemple.

À l'occasion de la Journée mondiale du sida, célébrée le 1^{er} décembre, la DDC présentera sa nouvelle politique concernant le sida. Ses stratégies centrales sont les suivantes: renforcement des compétences et des capacités, exploitation des synergies entre les programmes, action multisectorielle, intégration de la prévention du sida dans un maximum de projets ou de programmes propres à la DDC, approche systématique et promotion de la recherche appliquée. Les mesures s'adressent aux couches les plus pauvres et les plus vulnérables de la population.

La brochure sur la nouvelle politique de la DDC concernant le sida peut être obtenue auprès de la DDC, 031 322 44 12, e-mail: info@deza.admin.ch

Le salut arrivera par la route

Dévasté par 22 ans de guerre, l'Afghanistan compte parmi les pays les plus pauvres du monde. Depuis le retour de la paix, d'innombrables œuvres d'entraide sont sur place, mais l'aide reste inutile si elle ne peut atteindre les habitants des régions reculées. Il est donc urgent d'améliorer le réseau routier.

La DDC en Afghanistan

L'Aide humanitaire de la Confédération fournit un appui à la population afghane depuis bientôt deux décennies. Les contributions de la DDC sont passées de 5 millions de francs en 1998 à 21 millions en 2002. Deux tiers de cette somme financent des activités multilatérales (CICR, HCR, PAM). Mais la DDC ne se contente pas de participer financièrement aux programmes des organisations multilatérales. Elle met aussi à leur disposition des spécialistes du Corps suisse d'aide humanitaire (CSA). Des experts en planification, des ingénieurs civils, des spécialistes de l'eau potable, des logisticiens et des médecins appuient l'aide d'urgence apportée par divers programmes de l'ONU et du Comité international de la Croix-Rouge (CICR). Ils effectuent des tâches de planification, de coordination et de mise en œuvre. La DDC a également fourni une aide alimentaire et mis sur pied des projets agricoles, afin de soutenir les personnes déplacées et les réfugiés qui rentrent chez eux ainsi que la population touchée par la sécheresse. Enfin, elle cofinance, aux côtés de plusieurs organisations non gouvernementales, des programmes sanitaires dans le nord et le nord-est de l'Afghanistan.



(mr) Appareil GPS sur les genoux et dictaphone à la main, le Suisse Hans Stämpfli a pris place dans un véhicule tout terrain au sein d'un convoi des Nations Unies qui relie Kaboul à Bamyan. Toutes les dix secondes, son système de navigation par satellite calcule la position du véhicule, ce qui permet de reporter le tracé de la route sur la carte. À tout moment, cet ingénieur civil arrête le convoi et descend pour vérifier l'état de la route, la résistance des ponts ou les berges d'une rivière. Puis, il enregistre ses impressions sur le dictaphone.

Hans Stämpfli fait partie du Corps suisse d'aide humanitaire (CSA). Il a été mis à disposition du Centre logistique des Nations Unies (UNJLC) par la DDC afin d'établir un inventaire précis du réseau routier afghan. Les données qu'il a recueillies peuvent être consultées sur le site Internet du centre onusien (www.unjlc.org). Grâce à ces informations, les réfugiés qui rentrent chez eux et les convois acheminant des vivres dans tout le pays arrivent plus rapidement à bon port.

Perte du savoir-faire

De début mars à fin mai, l'expert suisse a parcouru quelque 3000 kilomètres pour dresser cet in-

ventaire. Il a vu des ponts bombardés, des carcasses de blindés russes, des jeunes hommes armés de kalachnikovs. La route n'était souvent plus qu'une vague trace, de sorte qu'il a franchi des centaines de kilomètres en suivant le lit des cours d'eau.

Les crues ont parfois emporté des tronçons entiers de route. «L'Afghanistan est le quatrième pays le plus pauvre du monde. Le réseau routier a toujours été mauvais. Mais après 22 ans de guerre, son état est catastrophique», constate Hans Stämpfli. De plus, le savoir-faire s'est perdu en Afghanistan. En construisant des routes, on ne respecte même plus les règles élémentaires. M. Stämpfli a recommandé à l'UNJLC et à la DDC de mettre l'accent sur le transfert de connaissances en matière d'aménagement fluvial, car c'est dans ce secteur que les lacunes sont les plus flagrantes. Il a aussi élaboré pour le site de l'UNJLC des directives techniques et des conseils pratiques relatifs à la construction de routes et à l'aménagement de rivières. ■

(De l'allemand)

Rudolf Dannecker prend sa retraite

(gjs) Rudolf Dannecker, vice-directeur de la DDC, prendra sa retraite à la fin de cette année. Après ses études en lettres à l'Université de Bâle, il a travaillé durant deux ans au département des relations publiques de l'entreprise pharmaceutique Sandoz. De 1967 à 1968, il a vécu à Bruxelles, où il a suivi des études sur l'intégration européenne et travaillé pour le Fonds européen de développement. Entré à la DDC en 1969, il y a mené une carrière riche et variée. Il a été successivement coordinateur au Kenya, chef de la section Afrique de l'Est et coordinateur en Inde. En 1982, il a fondé Intercoope-

ration, une organisation de développement qu'il a dirigée jusqu'en 1988. De retour à la DDC en 1989, Rudolf Dannecker a été nommé vice-directeur. Il a exercé la fonction de chef de la Division des services centraux, du personnel et de l'évaluation. Depuis 1992, il dirige la Division de la coopération bilatérale au développement. L'engagement de M. Dannecker a marqué durablement la politique et les activités de la coopération suisse.

L'Aide humanitaire déménage (bf) Au début de 2003, la Division Aide humanitaire quittera le siège central de la DDC, Freiburgstrasse 130, à Berne, où il n'y a plus suffisamment de locaux disponibles pour abriter l'ensemble de ses services. Elle s'installera dans la banlieue de Berne, à Köniz: 111 postes de travail ont été aménagés dans un ancien bâtiment industriel, sis à la Sagestrasse 77.

D'autre part, après avoir rencontré les responsables de l'Aide humanitaire de la Confédération, la direction de Swiss International Air Lines (Swiss) a décidé il y a quelques mois de faire partie de la Chaîne suisse de sauvetage. Swiss succède ainsi à Swissair, ou

plus exactement au SAirGroup, au sein de cet organisme spécialisé dans les interventions à la suite de tremblements de terre à l'étranger. Outre la compagnie aérienne nationale, la Chaîne suisse de sauvetage compte sept autres partenaires. Elle est dirigée et financée par la DDC.

Au fait, qu'est-ce que la «bonne gouvernance»?

(bf) Le terme anglais de *governance* (gestion des affaires publiques) a fait son entrée dans la politique de développement au début des années 90, en lien avec les événements qui ont marqué la fin de la guerre froide. On a alors réalisé que la coopération au développement ne peut être efficace que si les gouvernements et les institutions fonctionnent de manière fiable et transparente. La Banque mondiale fut la première à utiliser la notion de *good governance* dans le but d'améliorer l'efficacité de l'allocation de fonds publics. Cette expression ne se réfère pas seulement à la gestion gouvernementale. Elle inclut également la gestion des institutions non étatiques. C'est pourquoi une partie des acteurs francophones du développement, et notamment la DDC, préfèrent le terme de «gouvernance», dérivé de l'anglais, à celui de «bonne gestion des affaires publiques».

Une bonne gouvernance est assurée lorsque l'interaction ainsi que la répartition des rôles entre l'État, la société civile et l'économie privée reposent sur quelques principes essentiels: participation, transparence, non-discrimination, efficacité et fiabilité dans les affaires publiques. Ces principes doivent garantir aux citoyens d'un pays – individuellement ou en groupe – la possibilité de définir librement leur développement en étant parfaitement conscients de leurs droits et de leurs devoirs.

Un tel environnement ne peut fonctionner que si les principes de l'État de droit sont respectés, en particulier les droits de l'homme et la séparation des pouvoirs. Il faut aussi que les autorités misent sur la résolution non violente des conflits. Enfin, les responsabilités doivent être partagées entre l'État, la société civile et l'économie privée. En fonction de sa mission, chacun de ces acteurs est tenu de promouvoir un développement humain durable.



Ursula Meissner / laif

« Vous n'avez pas à vous battre pour ça »

La misère est dans l'ordre des choses au Bangladesh. Et la violence contre la presse est telle que les journalistes risquent leur vie en informant. Pourtant, ceux-ci sont dépourvus de cynisme. Au contraire, ce sont d'infatigables chroniqueurs au service de la démocratie que la journaliste suisse Claudia Laubscher* a rencontrés à Dacca, durant son stage au quotidien *Daily Star*.



Marius Born / DDC

À Dacca, mégapole de 12 millions d'habitants, la carte de presse n'est pas un sésame. Cela, je le savais. Mais je ne m'attendais pas à voir le portier de l'hôtel résister quand, le premier jour, j'ai voulu me rendre à pied à la rédaction. «Je vous appelle un taxi, vous ne pouvez pas sortir toute seule», me réprimande-t-il. Quoi? Une journaliste suisse ne va pas se laisser empêcher de parcourir à pied en plein jour les 500 mètres qui la séparent de son lieu

de travail. «Merci, je n'ai pas besoin d'aide.» Et je suis partie. Je n'avais pas fait dix pas que la raison de cet avertissement m'est apparue clairement. L'itinéraire qui mène au meilleur journal en anglais du Bangladesh, dans le quartier commerçant de Kawran Bazar, confirme tous les clichés sur les villes du tiers monde. Des individus en haillons fouillent des tas d'ordures sur le bord de la chaussée, de petits mendiants nus s'accrochent à mes

vêtements, la rue est encombrée de véhicules dont les gaz saturent l'atmosphère humide d'un nuage poisseux. J'essaie d'ignorer puanteur, poussière et



Kiron / Map / Still Pictures

chaleur en me concentrant sur la seule chose plaisante à regarder, les *baby-taxis* multicolores.

Par-dessus les enfants assoupis

Pour accéder au siège du journal, je dois enjamber des enfants endormis. Des dizaines de femmes et d'hommes me fixent du regard. Je me demande ce que je fais là. Cette question, les journalistes du *Daily Star*¹ vont souvent me la poser durant mon stage de quatre semaines. Avant de plonger dans leur travail, je fais la connaissance de Mahfuz Anam, le rédacteur en chef. Il est content de ma visite et me promet libre accès à son équipe, pour que je puisse connaître le pays. Les journalistes occidentaux sont rares – et les touristes encore plus – dans ce pays de 137 millions d'habitants.

La misère n'existe que si l'on en parle publiquement. Alors seulement, quelque chose peut changer. Une lapalissade... Mais c'est bien là que commence le défi posé aux journalistes du Sud. Durant ma première semaine de stage, les rédacteurs du *Daily Star* s'occupent surtout de la victoire électorale du parti d'opposition BNP et des repréailles visant les électeurs de l'ancien parti gouvernemental, la Ligue Awami. On parle de centaines d'attentats. Il est impossible d'obtenir des confirmations ou des chiffres de source officielle. Le rédacteur en chef envoie ses journalistes dans les régions où l'on déplore le plus de morts et de blessés. Les populations qui y vivent n'auraient jamais les sept takas (20 centimes) que coûte le *Daily Star*; elles n'ont d'ailleurs jamais appris à lire. D'ordinaire impassible, Mahfuz Anam est bouleversé. Ses priorités ne sont ni d'augmenter le tirage du journal, ni de limiter le coût des recherches sur le terrain. Il encourage ses journalistes: «Nous devons nous faire notre propre idée de la situation.»

Femmes brûlées à l'acide

En tant qu'étrangère, on ne peut m'envoyer en mission à la campagne. Alors, j'accompagne Rheza, le correspondant politique, à une conférence de presse donnée dans le quartier chic de Gulshan, où le parti perdant informe sur les attentats. Un taxi nous emmène à la résidence – entourée de policiers – de l'un des ministres sortants. Dans son élégant salon, celui-ci énumère les atrocités commises contre des membres de son parti. Les journalistes prennent assidûment des notes. Une cinquantaine d'hommes habillés modestement, pieds nus, attendent de prendre la parole. Ce sont des victimes et des témoins. Après la déclaration du ministre, ils racontent l'un après l'autre ce qui s'est passé, certains fondent en larmes



Liba Taylor / Panos / Sireales

et doivent être apaisés. Je ne comprends pas un mot, mais les blessures qu'ils montrent sont assez éloquentes.

Pour Rheza, cette conférence de presse n'a rien d'extraordinaire. Son seul commentaire: «Ici, tout le monde est corrompu.» C'est l'explication habituelle de tous les maux. Comme il se doit, Rheza va ensuite demander une prise de position de la partie adverse. Mais il ne l'utilisera qu'après confirmation par trois sources différentes.

Le jour suivant, je suis à nouveau face à des victimes. Le rédacteur culturel m'a envoyée seule à la conférence de presse consacrée à une exposition dans le bâtiment de l'Alliance française. Au centre, des photos montrent des jeunes femmes défigurées par de l'acide. Dans la plupart des cas, ce sont des hommes qui, pour se venger, leur ont jeté au visage de l'acide sulfurique. Ces clichés sont dus au photographe Shafiqul Alam Kiron, de renommée internationale. On m'a demandé de faire en sorte que mon texte, comme ses photos, contribue un jour à la réprobation sociale des jeteurs d'acide. Au *Daily Star*, il règne une évidence sur le fait que de tels thèmes ont leur place dans le journal. Cela m'a impressionnée. En fait, Mahfuz Anam suit son

Stages dans des pays du Sud

Avec l'appui de la DDC, le Centre de formation des journalistes alémaniques (MAZ) propose à ses étudiants des stages professionnels dans des pays du Sud. Les journalistes ont ainsi la possibilité de vivre une expérience unique pour leur vie professionnelle aussi bien que privée. Le séjour dure au moins quatre semaines.

Les pays

Mali (langue de la publication: français), Équateur (espagnol), Bangladesh (anglais) et Nicaragua (espagnol).

Qui peut faire acte de candidature?

Les journalistes qui répondent aux conditions suivantes:

- participation à des cours du MAZ sur la couverture de l'actualité internationale et la mondialisation jusqu'au moment du départ;
- intérêt pour le développement et la coopération internationale;
- très bonne maîtrise de la langue utilisée par le média du pays de stage.

Financement

- la moitié du prix du billet d'avion (en classe économique) et l'ensemble des coûts d'entretien sont pris en charge;
- les stagiaires assument l'autre moitié du prix du billet ainsi que les frais de visa, de vaccination, d'assurance et autres frais de préparation du voyage.

Informations: Rolf Wespe, Medienausbildungszentrum (MAZ), Villa Krämerstein, 6047 Kastanienbaum; rolf.wespe@maz.ch



Fred Hoogevorst / Panos / Stratis

Un métier dangereux

Selon l'organisation internationale Reporters sans frontières (RSF), au moins 31 journalistes ont été assassinés en 2001 dans le monde. En outre, 716 ont été menacés, attaqués ou enlevés en raison de leur activité professionnelle. Au moins 489 ont été interpellés, soumis à des interrogatoires ou temporairement emprisonnés. Un tiers de la population mondiale vit dans des pays où la liberté de la presse n'est pas reconnue.

Depuis le début de l'intervention militaire en Afghanistan, ce pays compte parmi les plus dangereux pour les reporters. Huit d'entre eux y ont perdu la vie rien qu'en novembre 2001.

En Colombie, trois journalistes ont été assassinés, avec la complicité des milices paramilitaires.

À fin 2001, RSF recensait 110 journalistes emprisonnés, dont plus de la moitié dans les cinq pays suivants: Birmanie (18), Iran (18), Chine (12), Érythrée (8) et Népal (7). Les conditions de détention sont presque partout déplorables.

propre chemin, même si cela doit indisposer son éditeur ou ses lecteurs: «Les propriétaires du *Daily Star* ne se mêlent pas de mon travail. Et si un jour ils le faisaient, je démissionnerais.»

Le Sud dans la presse du Nord

À la rédaction, l'ambiance est en général détendue. Lors des pannes de courant, nous attendons dans l'obscurité que le groupe électrogène de secours se mette en marche. Une fois seulement, personne n'a réussi à rendre notre contexte professionnel plus supportable en faisant de l'humour noir: un journaliste d'un quotidien concurrent venait d'être assassiné au cours de ses recherches. Selon Reporters sans frontières, deux journalistes ont été tués et plus de 103 blessés lors d'agressions rien que dans les mois précédant les élections (voir texte en marge).

Pour les journalistes de Dacca, vitupérer les puissants n'est pas juste une déformation professionnelle. D'une manière ou d'une autre, ils sont tous les jours en butte à leurs machinations. Il est arrivé par exemple que les téléphones soient coupés jusqu'à ce que les rédacteurs paient les pots-de-vin exigés. À l'instar d'autres journalistes dans les pays en développement, l'équipe du *Daily Star* mène jour après jour un combat pour une presse indépendante et contre les ennemis de la démocratie, relève le rédacteur en chef. «En Occident, vous n'avez pas à vous battre pour ça.»

Chaque journal sortant de l'imprimerie à Dacca avait pour moi quelque chose de miraculeux. De retour en Suisse, je me suis demandé comment publier ici des articles sur le Bangladesh. Même des événements majeurs, comme les élections, ne valent que quelques lignes dans la presse occidentale. Les longs reportages n'ont plus la cote, les articles sur la misère n'intéressent personne et les histoires édifiantes ne sont pas assez sensationnelles. Les médias ne s'intéressent guère qu'aux comptes rendus de catastrophes. Ma conclusion: si le journal n'a pas de stratégie concernant les thèmes du tiers monde, seule une défense opiniâtre de son sujet permettra peut-être au journaliste de le faire passer. Convaincre des chefs indifférents, tel est le combat des journalistes occidentaux. ■

* Claudia Laubscher a passé le mois d'octobre 2001 à la rédaction du «*Daily Star*», à Dacca (Bangladesh), dans le cadre d'un stage de la DDC. Elle est journaliste économique à l'ATS à Zurich.

(De l'allemand)

¹Le *Daily Star* a été fondé par le Mediaworld Group en 1991, année où la démocratie a été restaurée au Bangladesh. Il appartient à des hommes d'affaires qui nourrissent un grand respect pour l'indépendance des médias et des institutions.

S'ils étaient aussi riches que nous...

Le traducteur bégaya au moment d'exprimer l'équivalent du terme «environnement» dans sa langue. Après quelque hésitation, il finit par choisir *ntumbuluku*. En ronga, langue parlée dans le sud du Mozambique, ce mot a de nombreuses significations. Il veut dire par exemple «autrefois», «l'origine du monde», «la société» ou «l'univers». Il ne correspond pas exactement à ce que l'on entend aujourd'hui par «environnement» dans les langues européennes. Les peuples mozambicains ne font pas clairement la distinction entre nature et culture. Ces deux notions se mélangent et s'interpénètrent.

En ce début de décennie, une question difficile se pose aux penseurs du développement global : quelles sont les limites écologiques de l'expansion du modèle économique né en Europe ? Ces théoriciens se voient brusquement confrontés à un problème insoluble. D'un côté, il s'agit d'encourager la modernisation du tiers monde, pour mettre fin à l'océan de misère responsable des déséquilibres écologiques qui mettent en danger la planète entière. Mais d'un autre côté, si la population du tiers monde parvenait à atteindre le niveau de vie dont jouissent les habitants du «premier monde», les ressources de la Terre s'en trouveraient épuisées en un rien de temps. Le mot «mondialisation» englobe plus de significations que *ntumbuluku*. Mais on devrait se limiter au sens que lui donnent les «mondialisateurs». Par exemple, il est évident que les modèles de consommation dominants ne sauraient être universalisés sans mettre en péril les sources mêmes de la vie sur Terre. Le dilemme est le suivant : il faut que tout le monde ait quelque chose pour que l'on puisse simplement continuer à avoir ; mais si tout le monde peut avoir, il

n'y aura rien pour personne. On peut même le formuler en termes plus cruels, paraphrasant quelqu'un du premier monde : «Ils ne peuvent pas être aussi pauvres, ou alors nous allons tous périr. Mais s'ils étaient aussi riches que nous, nous finirions tous par mourir.»

Les Mozambicains n'ont pas besoin de spécialistes de l'environnement bardés de diplômes universitaires pour se lancer dans l'exploitation durable des ressources. Certes, les connaissances dites empiriques ne suffisent pas à relever les défis de l'époque actuelle. Mais elles constituent un héritage séculaire, qu'il convient de reconnaître, de tester, de croiser avec divers systèmes de science et de sagesse. Les agences de coopération et le gouvernement mozambicain abordent les problèmes environnementaux hors de tout contexte historique et social. La création d'un ministère spécialisé a été une étape importante, qui a consacré les efforts d'écologistes mozambicains nombreux et généreux. Cependant, ce ministère court le risque de négliger une nouvelle fois le contexte, de considérer les problèmes uniquement «en eux-mêmes». L'érosion du sol est un symptôme qui révèle une autre érosion, plus grave, celle du mode et de la

qualité de vie dans les zones rurales.

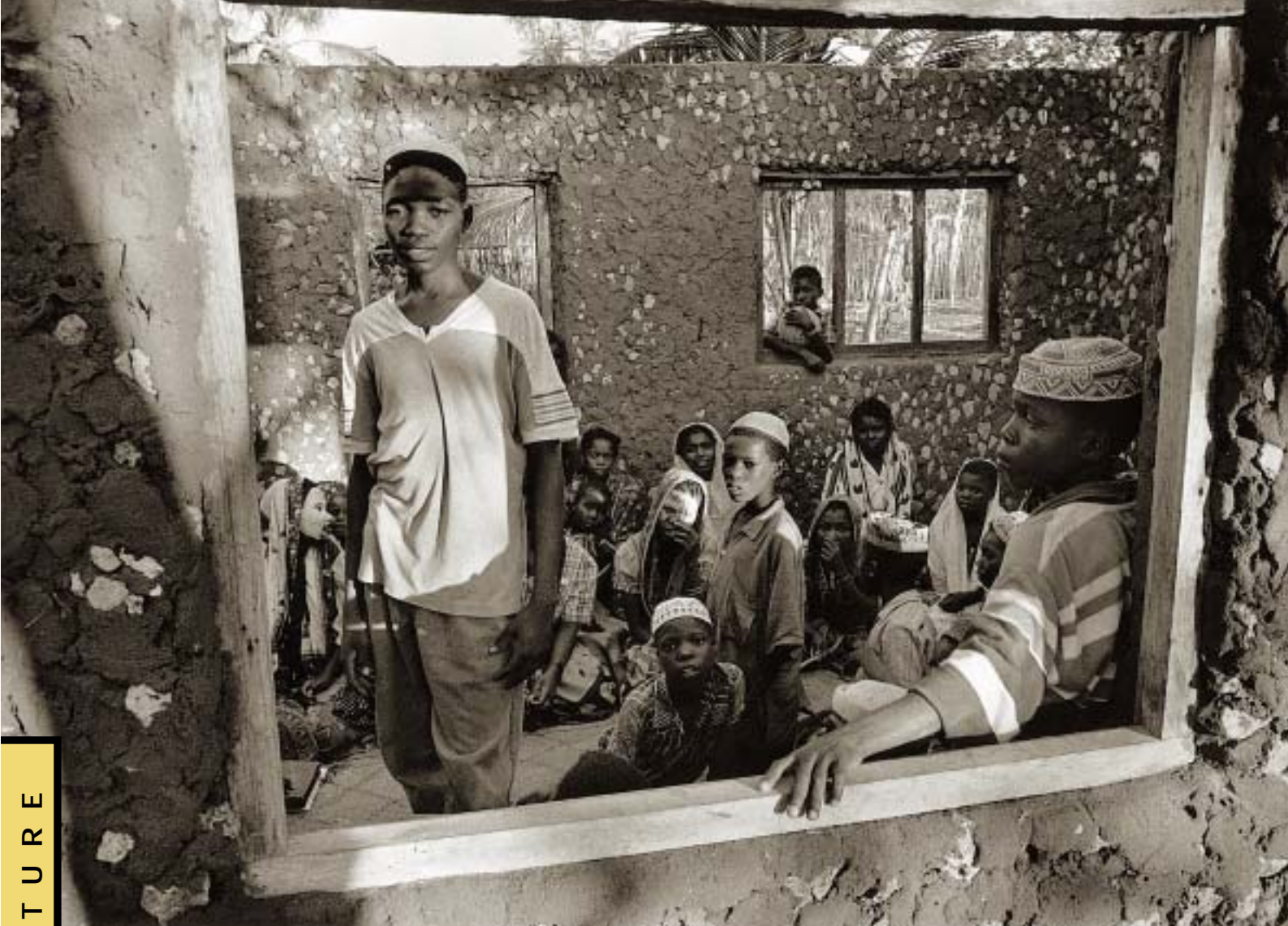
En matière d'environnement ou de technique, la formation devrait être ouverte au dialogue avec les communautés rurales et leur culture. Si les paysans dégradent leur environnement, ce n'est pas parce qu'ils ignorent les principes d'une vie en commun équilibrée. Au lieu de «contrôler» les méthodes de production déjà en place, la politique environnementale du pays devrait en promouvoir d'autres. Plutôt que de gérer ce qui existe, il faut créer de nouvelles réalités. Même si celles-ci découlent de pratiques traditionnelles valables qui auraient été rendues plus visibles. On devrait redonner la priorité à la recherche, lancer une recherche appliquée qui réponde à des problèmes pratiques en tirant parti du potentiel de connaissances existant dans les familles rurales du Mozambique. Cette recherche montrerait que la protection de l'environnement ne consiste pas seulement à surveiller, mais qu'elle peut aussi se concevoir comme une approche productive, capable de gérer les richesses. ■

(Du portugais)



Mia Couto est né en 1955 à Beira, deuxième ville du Mozambique. Fils d'immigrants portugais, il dit de son enfance : «Chez nous à la maison, c'était le Portugal et l'Europe ; dans la rue, c'était l'Afrique.» Il s'est passionné pour la lutte de libération. Après l'indépendance acquise en 1975, il est devenu directeur de l'agence de presse nationale, puis rédacteur en chef de l'hebdomadaire *Tempo*. Depuis ses études de biologie, au milieu des années 80, il s'engage en faveur de la protection de l'environnement et d'une agriculture biologique. Mia Couto vit à Maputo et compte parmi les écrivains les plus importants non seulement du Mozambique, mais de toute l'Afrique lusophone.





Déclics dans une histoire tourmentée

Au cours du demi-siècle écoulé, les photographes mozambicains ont développé leur propre style en suivant les traces de Ricardo Rangel, un pionnier du photojournalisme africain. Les travaux du doyen, âgé de 78 ans, et de quatorze représentants de la nouvelle génération ont été réunis pour l'exposition itinérante «Iluminando Vidas», soutenue par la DDC. De Jane-Lise Schneeberger.

Quelque 125 photographies en noir et blanc constituent cet événement culturel qui est passé par Bienne et Lugano, avant de s'arrêter en décembre prochain à Bâle. Elles racontent l'histoire du Mozambique à travers les gestes et les activités quotidiennes de ses habitants, qui ont été durement éprouvés

par le sort. Les Mozambicains ont été livrés jusqu'en 1975 à la brutalité du colonialisme portugais. À peine avaient-ils eu le temps de goûter à l'indépendance qu'ils ont été plongés dans une terrible guerre civile. Celle-ci ne s'achèvera qu'en 1992 après avoir fait près d'un million de morts. De plus, la nature s'est

constamment acharnée sur le pays, lui infligeant tour à tour des sécheresses, des cyclones ou des inondations meurtrières, comme ce fut le cas en 2000 et 2001. Ricardo Rangel et ses «élèves» témoignent de ces différentes époques. Ils pratiquent une photographie documentaire qui se centre

sur l'humain. Leur démarche, engagée et critique, se situe dans la tradition de la prestigieuse agence Magnum. Par des images fortes et d'une grande sensibilité, ils stigmatisent le colonialisme, l'injustice sociale ou les conditions de vie dégradantes. Ainsi, un gros plan sur les jambes maigres et écorchées d'un

garçon endormi, protégé par un sac de jute, en dit long sur la misère des enfants de la rue à Maputo, la capitale. Aucun de ces clichés n'a été pris en studio. Les photographes ont arpenté les ports, les marchés, la campagne... Ils ne recourent à aucun effet technique, mais savent exploiter à la perfection le jeu des ombres et des lumières. Et ils attachent un soin particulier à la composition formelle de leurs prises de vue.

La photo devient une arme
Ces «images du réel» caractérisent l'école mozambicaine qui s'est construite autour de Ricardo Rangel. Métis d'origine grecque, chinoise et africaine, celui-ci a été en 1952

le premier non-Blanc à travailler comme reporter-photographe dans un journal mozambicain. Durant sa carrière, il a été au service de plusieurs autres médias, notamment en tant que chef de la photographie ou directeur. Durant la guerre de libération, il a fait du photojournalisme un instrument de contestation politique. Nombre de ses images ont alors été interdites par la censure. En 1970, il a participé à la fondation de l'hebdomadaire *Tempo*, premier magazine en couleurs du Mozambique. Depuis 1983, il dirige le Centre de documentation et de formation photographiques (CDFF), à Maputo. La majorité des photographes plus jeunes ont appris leur

métier soit en suivant les cours du CDFF, soit en collaborant avec Ricardo Rangel dans un journal.

Les dames de la rue Araújo
Un cinquième des œuvres exposées dans le cadre de «Iluminando Vidas» sont dues au vieux maître. Réalisées dans les années 50, 60 et 70, elles rappellent les horreurs de l'ère coloniale. Des Africains sont transformés en laquais, portant des costumes grotesques ou promenant des chiens de luxe dans les beaux quartiers. En écho, d'autres photos trahissent l'extrême pauvreté des indigènes, incarnée par un ouvrier en haillons campé derrière sa bétonnière ou le regard frustré de deux garçons devant

un stand d'inaccessibles jouets de Noël. Cette sélection comprend aussi quelques clichés extraits d'une série-culte sur les prostituées de la Rua Araújo, dans le quartier portuaire de la capitale. Avec leur air nonchalant, ces jeunes beautés qui plaisantent dans un bar en attendant les marins ont contribué à la renommée internationale de Ricardo Rangel. Changement d'époque et d'ambiance. On entre dans la partie de l'exposition réservée à Kok Nam, un fils d'émigrés chinois âgé de 63 ans. Ici, seize photos parlent de la guerre civile, ou plutôt des hommes qui l'ont menée. L'auteur ne s'intéresse pas aux affrontements militaires. Il reste à l'arrière, photogra-

Sergio Santimano



Alfredo Mucche



Luis Basto



Sergio Santimano



Alexandre Feneas

phiant les soldats qui bivouaquent dans la forêt couchés sur un morceau de carton, qui vident leur gamelle avec les doigts ou font leur toilette dans une rivière.

Comme un vide laissé par la guerre

Après les œuvres de ces deux pionniers viennent celles de treize photographes plus jeunes, dont Sérgio Santimano. Ce dernier s'est initié au photojournalisme il y a vingt ans, en travaillant pour l'hebdomadaire *Domingo*, alors dirigé par Ricardo Rangel. En 1988, il s'est installé en Suède, où il a suivi des cours de photographie documentaire. De retour au Mozambique après les accords de paix, il a réalisé un reportage sur les séquelles de la guerre en montrant la vie quotidienne de Luisa, jeune femme mutilée par une mine. Dans les séquences exposées, celle-ci se dirige vers un point d'eau, s'y lave les cheveux avec une petite calebasse et repart, appuyée sur ses béquilles rouillées. Habités à couvrir le conflit, les photographes ont dû explorer d'autres thèmes une fois la paix revenue. « Certains ont alors ressenti l'angoisse du vide, accentuée par le fait que la presse internationale

ne s'intéressait plus aux photos du Mozambique », se souvient M. Santimano. « Pour ma part, j'avais réalisé lors de mes études en Suède que l'on peut raconter d'autres histoires par la photo, pas uniquement la guerre. Aujourd'hui, je tiens à montrer que les Mozambicains sont beaux et vivent normalement, comme les autres peuples. Sauf que leurs moyens sont différents. » C'est l'impression qui se dégage d'une image prise en 1997: des élèves sont assis sagement sur le sol, dans une école dépourvue de toit, de bancs et de pupitres.

La paix sous tous les angles

La misère et la pauvreté sont souvent présentes sur les photos récentes. Comme la violence qui peut en découler: ici, la foule lynche un voleur de canards; là, on tire sur un homme qui a tenté de cambrioler un magasin. Le visiteur réalise les efforts que les Mozambicains doivent déployer pour survivre. Une paysanne marchant à côté de son âne sur une route poussiéreuse traduit l'âpreté de la saison sèche. De nombreuses images racontent, souvent avec poésie, le travail pénible des pêcheurs. L'un d'eux porte une masse effrayante

de cordages et semble se fondre dans ce magma de nœuds.

La nouvelle génération de photographes traite aussi des défis posés au Mozambique: l'éducation, l'alphabétisation des adultes, la lutte contre le sida, etc. Certains se tournent vers les riches traditions d'un pays multiculturel, photographiant les femmes qui se couvrent le visage de *msiro*, une pâte blanche préparée avec la racine d'un arbre.

La pauvreté n'empêche pas la coquetterie: quelques femmes se maquillent en tenant à la main des miroirs fatigués; d'autres peignent leurs orteils. Plus loin, des enfants jouent sous la douche. Tant d'images qui expriment la dignité des Mozambicains et leur capacité d'être heureux en dépit de toutes les calamités. En quittant l'exposition, on emporte le rire éclatant de ce paysan qui exhibe un potiron. La première récolte après seize ans de guerre civile. ■

Bâle, dernière halte en Suisse

Depuis la fin de la guerre civile, aucun pays du Nord n'avait eu l'occasion de voir, ainsi réunis dans une même exposition, les travaux des meilleurs photographes contemporains du Mozambique. « *Illuminando Vidas* » a commencé sa tournée par le Photoforum PasquArt de Bienne, au printemps dernier. Durant l'été, elle s'est installée au Musée cantonal d'art de Lugano. Dernière étape en Suisse, l'école des arts appliqués de Bâle l'accueillera pour deux semaines à partir du 30 novembre. En 2003, l'exposition fera escale au Portugal: on pourra la voir du 28 mars au 4 mai au Musée de l'image, à Braga. Ensuite, elle repartira pour le Mozambique, où elle sera présentée dans la galerie de l'Association mozambicaine de photographie (AMF).

« *Illuminando Vidas* », du 30 novembre au 15 décembre 2002, Schule für Gestaltung (école des arts appliqués), salle d'exposition « auf der Lyss », Spalenvorstadt 2, Bâle, tél. 061 261 30 06. Heures d'ouverture: du mardi au vendredi, de 12 à 18 heures; samedi et dimanche, de 12 à 17 heures.

Projet multimédia

Cette exposition, intitulée *Illuminando Vidas - Photographie mozambicaine 1950-2001 - Ricardo Rangel et la nouvelle génération*, constitue l'épine dorsale d'un projet multimédia. Les visiteurs peuvent également visionner un film vidéo de huit minutes tourné à Maputo par le photographe américain Grant Lee Neuenburg, cocurateur de l'exposition aux côtés du Zurichois Bruno Z'Graggen. En outre, un site a été ouvert sur Internet à l'adresse: www.iluminandovidas.org. Au terme de la tournée en Europe, il sera repris par l'Association mozambicaine de photographie (AMF). Enfin, un catalogue bilingue est paru en avril 2002 aux éditions Christoph Merian. Il existe en version allemand-français et en version anglais-portugais. Outre la quasi-totalité des œuvres présentées dans l'exposition, on y trouve une foule d'informations sur ce collectif de photographes qui incarnent l'école mozambicaine. B. Z'Graggen et G.L. Neuenburg: « *Illuminando Vidas - Ricardo Rangel et la photographie mozambicaine* », Christoph Merian Verlag, Bâle, 58 francs



Made in India

Films Dans l'État indien du Gujarat, des femmes ont créé un nouveau genre de syndicat, appelé SEWA (Self Employed Women's Association), qui vise à organiser les travailleuses indépendantes et à les sortir de la misère économique. En 1998, le syndicat comptait 217000 membres, des femmes actives dans le secteur dit «informel». Ces femmes pauvres, issues de castes et de religions différentes, exercent des métiers divers; elles travaillent au jour le jour, sans employeur fixe. Le SEWA s'occupe de leurs conditions de travail, de leur santé et de leur formation. Le film documentaire *Made in India*, réalisé par la Genevoise Patricia Plattner, s'intéresse à l'esprit inventif de cette association et à la richesse de ses idées. Il raconte sa démarche à travers la voix de six femmes impliquées.

Patricia Plattner: «Made in India», Suisse 1999. Documentaire, vidéo VHS, 52 minutes (version courte), version française, dès 16 ans. Distribution / vente: Cinédia, tél. 026 426 34 30, cinedia@bluewin.ch. Infos: Films pour un seul monde, tél. 031 398 20 88, mail@filmeei-newelt.ch, www.filmeei-newelt.ch

Histoires maghrébines

(bf) Cet hiver, on pourra voir dans les cinémas suisses pas moins de cinq films du Maghreb. Ils seront accompagnés par un programme spécial et un magazine du distributeur Trigon, spécialisé dans les productions d'Afrique, d'Asie et d'Amérique latine. Cela commence par deux magnifiques histoires de femmes, *Satin rouge* et *Fatma*, qui se

déroulent l'une et l'autre en Tunisie. Elles sont suivies par *Le cheval de vent*, tourné au Maroc, un *road movie* sur le thème de l'amitié masculine. Merzak Alouache est un des rares cinéastes algériens qui ont encore le courage de tourner dans leur pays. Son film *L'autre monde*, puissante évocation de l'actualité, met en scène une jeune femme à la recherche de son amant disparu. Enfin, *En attendant le bonheur*, une production mauritanienne, décrit la dernière visite à sa mère d'un jeune homme sur le point d'émigrer.

Films du Maghreb de Trigon: dates de diffusion selon les programmes locaux de cinéma

Manifeste contre l'oubli

Internet (bf) Plus de trois millions de personnes souffrent aujourd'hui encore des conséquences de l'explosion d'un réacteur survenue le 26 avril 1986 dans le bloc 4 de la centrale nucléaire de Tchernobyl, en Ukraine. À l'initiative de la DDC, la Suisse a créé une plate-forme de communication sur Internet: www.chernobyl.info. Ce site doit non seulement constituer un «manifeste contre l'oubli», mais également soutenir les efforts des Nations Unies, qui veulent relancer l'aide humanitaire et le développement durable dans les zones sinistrées de l'ex-Union soviétique. La plate-forme est patronnée par le Bureau de la coordination des affaires humanitaires de l'ONU (BCAH, ou OCHA en anglais). Interactive, elle est destinée aux organisations et aux personnes intéressées. Elle fournit des «informations neutres, sûres et indépendantes» aux instances chargées d'évaluer des projets d'aide et de développement pour la région de Tchernobyl. *www.chernobyl.info est un site trilingue: anglais, allemand et russe*

Savoirs de femmes

(bf) Les femmes de la Corne de l'Afrique ont désormais leur site Internet, sous le nom de Hawknet (Horn of Africa Region Women's Knowledge Network). Lancé avec le soutien du Fonds de développement des Nations Unies pour les femmes, ce site doit offrir aux visiteuses la possibilité de participer à des débats globaux. Il s'agit d'en faire une plate-forme régionale qui favorise l'échange de connaissances sur des questions spécifiquement féminines. Une importance particulière est accordée aux technologies modernes de l'information et de la communication. www.acwict.or.ke/Hawknet/

Clips sur la Toile

(bf) OneWorld TV, réseau de défense des droits de l'homme et du développement durable, a ouvert un site interactif qui présente des films vidéo sur des thèmes mondiaux. Ce portail est soutenu notamment par l'Unicef, Amnesty International et Save the Children, ainsi que par des cinéastes du monde entier. Il a été créé pour diffuser à grande échelle, via Internet, des films consacrés aux droits de l'homme et au développement durable. Contrairement aux programmes de télévision ordinaires, OneWorld TV se base sur le principe du «film documentaire ouvert», dans lequel les histoires se construisent collectivement. Les sujets sont traités sous la forme de clips de 60 secondes reliés entre eux; le spectateur navigue d'une séquence à l'autre en fonction de ses intérêts et décide lesquels il entend visionner. Il peut même déposer son propre clip, son point de vue ou de nouvelles informations. www.oneworld.net/tv

Ceux qui partent

(bf) La fiche pédagogique intitulée *Partir?* s'adresse aux élèves de

Service



la 4^e à la 6^e année. Elle a pour but de les amener à réfléchir sur la thématique de la migration et de la fuite. Cet outil d'enseignement a été réalisé par la Communauté de travail des œuvres d'entraide et l'Organisation suisse d'aide aux réfugiés, en collaboration avec la Fondation Éducation et Développement. L'accent est porté sur les nombreuses questions qui se posent entre le départ d'un pays et l'arrivée dans le pays de destination. Il est souvent difficile, voire impossible, de distinguer clairement qui doit être considéré comme un migrant ou comme un réfugié. De plus en plus souvent, la persécution politique, la misère économique et la destruction des ressources naturelles se mêlent pour tisser un ensemble de causes complexes. La fiche pédagogique permet aux élèves de mieux comprendre ce phénomène, afin qu'ils développent une attitude respectueuse et ouverte envers les migrants et les réfugiés.

La fiche «Partir?» contient 8 pages, dont le verso constitue une affiche en couleurs. Disponible pour un franc l'exemplaire à la Fondation Éducation et Développement, Avenue de Cour 1, 1007 Lausanne. Information pédagogique destinée aux enseignants sous : www.globaleducation.ch

Formation et formation continue

Formation postgrade

L'EPFZ propose ces prochains mois plusieurs cours en vue de la préparation du diplôme postgrade pour les pays en développement (NADEL) :

31.3 – 4.4 Introduction à la planification de projets et de programmes

14.4 – 17.4 À la recherche de moyens d'existence durables : approches et stratégies

22.4 – 25.4 Prévention de conflits et maintien de la paix
5.5 – 9.5 Évaluation des processus et des résultats de projets et de programmes

19.5 – 23.5 OEII : développement institutionnel dans le cadre des projets et programmes de la coopération au développement
29.5 – 31.5 Séminaire d'approfondissement pour la formation postgrade en coopération au développement

3.6 – 6.6 La corruption et son contrôle dans les pays en développement

16.6 – 20.6 Conseil dans le cadre de la coopération au développement

24.6 – 27.6 Perspectives micro et macroéconomiques dans la lutte contre la pauvreté

Langue de travail : allemand. Délai d'inscription : un mois avant le début du cours.

Secrétariat du NADEL,
Centre EPFZ, 8092 Zurich,
tél. 01 632 42 40,
www.nadel.ethz.ch,
kramer@nadel.ethz.ch

Musique

À l'écoute du monde

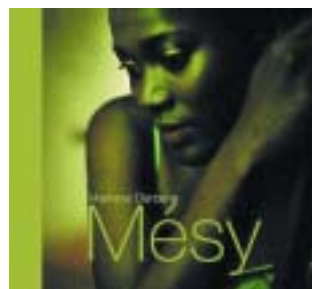
(er) C'est avec passion que les créateurs du label français Inédit s'efforcent depuis 1985 de perpétuer des traditions musicales méconnues ou menacées de disparition. Grâce aux ethnomusicologues de la Maison des Cultures du Monde, à Paris, ils collectent et publient des documents sonores venus du monde entier. Ils nous procurent en outre de vrais régals auditifs avec

le remixage de voix exceptionnelles, souvent tombées dans l'oubli. Les plus belles plages de la collection Inédit ont été rassemblées dans un coffret de quatre CD, intitulé *Une fenêtre sur le monde*. Parmi beaucoup d'autres morceaux, on y trouve par exemple le luth traditionnel (*oud*) du maître irakien Munir Bachir ou les mélodies de Zaven Azibekian, virtuose de la flûte arménienne (*duduk*). Cela fait en tout presque cinq heures d'un voyage musical fascinant, qui permet d'apprécier la richesse des traditions musicales dans le monde d'aujourd'hui.

«*Une fenêtre sur le monde*»
(Inédit / Musikvertrieb)

Une brise créole

(er) Une voix féminine, pleine et chaleureuse, qui glisse sur les notes perlées de la guitare, les envolées jazzy du saxophone et les motifs de percussion propres à la tradition musicale antillaise, où l'on reconnaît en filigrane les rythmes africains. Telle est la musique de la chanteuse haïtienne Marlene Dorcena, qui vit en Belgique. En français et en créole, avec une mélancolie qui cède parfois la place à un rire léger, ses ballades mélodieuses sont soucieuses et pourtant confiantes. Elle raconte des histoires de tous les jours, chantent l'amour, rapportent les souffrances du temps de l'esclavage. Elles remercient le bon Dieu pour la récolte, en lui adressant un *mésy* qui est aussi le titre du premier album solo de Marlene Dorcena. Les chansons sont arrangées de façon presque



dépouillée; elles n'en invitent que davantage à rêver.

Marlene Dorcena : «*Mésy*»
(Contre-Jour / RecRec)

Sur la côte des esclaves

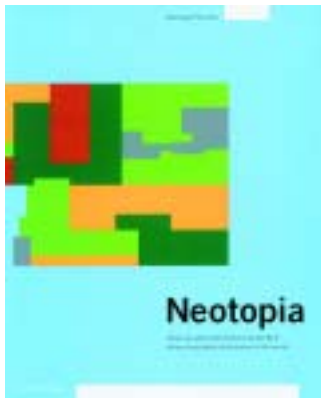
(er) Pas moins de 32 albums et plus de deux millions de disques vendus font de Tania Libertad l'une des voix les plus populaires du Pérou – son pays – et de l'Amérique latine. Elle porte le titre de «Chanteuse pour la paix», décerné par l'Unesco. Et on l'a vue sur les scènes du monde entier aux côtés de Cesaria Evora. Cette dernière ainsi que des musiciens africains tels que Soda Mama Fall, Ousmane Toure et Régis Gizavo ont apporté leur soutien à Tania Libertad pour ce premier CD distribué en Suisse. La chanteuse, qui vit au Mexique, y dévoile ses racines musicales qui plongent dans l'esclavage afro-péruvien de la Costa Negra, la côte nord où elle est née. Sa voix ardente et kaléidoscopique parcourt tous les registres sur le mode mélancolique ou celui de l'exubérance, avec une touche d'ironie qui la ramène à l'époque moderne. Tania Libertad a d'ailleurs enthousiasmé les participants à la Conférence annuelle de la coopération au développement, qui s'est déroulée en août dernier à Zurich.

Tania Libertad : «*Costa Negra*»
(Lusafrica / Musikvertrieb)

L'atlas utopique

(bf) À quoi ressemblerait le monde si les conditions de vie étaient identiques pour tout un chacun? La graphiste Manuela Pfrunder répond à cette question dans *Neotopia*, un «Atlas du partage équitable de la planète». La Lucernoise y présente un nouvel ordre mondial imaginaire, un univers dans lequel tout a été redistribué de façon strictement égalitaire, où chaque individu a les mêmes droits, le même accès

Livres et brochures



à toutes les ressources. Sur la base de statistiques correspondant à la situation actuelle, une répartition est faite de telle sorte que l'ensemble des êtres humains reçoivent une part égale de toutes les richesses. Qu'est-ce qui revient alors à chaque individu? Quelle quantité de glace? Ou d'île? Combien de temps vivons-nous dans le luxe? Combien de temps sommes-nous affamés? *Neotopia* confie à chacun son lopin de terre: 291,5 x 291,5 mètres, avec île, eau, champ cultivable, désert. Tout individu reçoit sa part de la production de riz, de voitures, de savon... et il est libre d'en user comme bon lui semble. Cette idée audacieuse et surprenante a pris provisoirement la forme d'un ouvrage magnifiquement présenté. Plus tard, elle deviendra interactive sur le site:

www.neotopia.ch

Manuela Pfrunder: «*Neotopia*» (en allemand et en anglais), Éditions Limmat, Zurich

Au cœur de l'Algérie

(bf) Il y a dix ans que l'état d'urgence a été décrété en Algérie et depuis lors, ce pays est déchiré

par une guerre sans nom. Une série de textes viennent de paraître sous le titre *Im Herzen Algeriens*. Ils portent sur des thèmes comme l'histoire de l'Algérie depuis la guerre d'indépendance, le féminisme algérien ou encore la liberté de la presse entre les pressions étatiques et la terreur islamiste. Cet ouvrage est illustré par des photos en couleur du photographe bernois Michael von Graffenried – qui a déjà publié le livre *Algérie, photographies d'une guerre sans images* – et par des instantanés du film documentaire *Guerre sans images*, du cinéaste algérien Mohammed Soudani.

Michael von Graffenried et Sid Ahmed Hammouche: «*Im Herzen Algeriens*», Éditions Benteli, Berne.
Michael von Graffenried: «*Algérie, photographies d'une guerre sans images*», Éditions Hazan, Paris

Le jour d'après

(bf) Au cours de son histoire, la Suisse a été confrontée à des malheurs collectifs provoqués par



Michael von Graffenried

les forces de la nature. Plusieurs auteurs se penchent sur cette question dans un ouvrage qui vient de paraître: *Le jour d'après – Surmonter les catastrophes naturelles: le cas de la Suisse entre 1500 et 2000*. Inondations et avalanches, glissements de terrain ou incendies d'agglomérations petites ou grandes sont abordés sous l'angle non pas de leurs causes, mais de leurs répercussions culturelles et sociales. Quelle a été l'interprétation des populations sinistrées? Comment ont-elles surmonté leur malheur? Certains exemples mettent en lumière le sentiment de solidarité qui peut alors unir une population ou une région et aller jusqu'à la volonté de porter secours au-delà des frontières nationales.
Christian Pfister (éd.): «*Le jour d'après*», en français et en allemand, Éditions Paul Haupt, Berne

Nouveau journal francophone

(jls) Le paysage médiatique romand s'est enrichi d'un nouveau titre: *La revue durable*. Ce magazine bimestriel francophone est publié par le Centre d'étude sur la recherche et l'innovation (CERIN), à Fribourg. Il se veut «un lieu éditorial où se dessinent les contours de ce que pourrait être le développement durable», comme l'indiquent les rédacteurs responsables Susana Jourdan et Jacques Mirenowicz, également fondateurs du centre. Rédigés de manière accessible à un large public, les articles présentent des recherches scientifiques, des initiatives institutionnelles ou des politiques publiques aptes à

rendre le développement durable tant au Sud qu'au Nord. Dans chaque édition, un dossier présente des solutions pratiques et réalistes sur un thème particulier. Les deux premiers numéros, parus fin août et début novembre, étaient consacrés à l'électricité et aux sols.

«*La revue durable*», CERIN, tél. 026 321 37 10, disponible en kiosque. E-mail: s.jourdan@cerin.ch
Abonnement annuel: 80 francs (tarifs spéciaux à 60 et 70 francs)

Conseil de l'Europe

La Suisse et le monde, revue publiée par le Département fédéral des affaires étrangères (DFAE), présente des thèmes actuels de la politique extérieure de la Suisse. Elle paraît quatre fois par an, en trois langues (français, allemand et italien). Le dossier de l'édition 1/2003 de début janvier sera consacré au Conseil de l'Europe. Quelles sont les tâches de cette institution? Quel rôle a la Suisse au Conseil de l'Europe? Comment agit le Conseil de l'Europe par rapport à d'autres organisations européennes? Quelles sont ses perspectives? La dernière édition de *La Suisse et le monde*, publiée début octobre 2002, traitait en particulier de l'engagement de la Suisse pour la promotion de la paix et les droits de l'homme. *Il est possible de souscrire gratuitement un abonnement à l'adresse suivante:* «*La Suisse et le monde*», c/o Schaefer Thun AG, Industriest. 12, 3661 Uetendorf; ou par e-mail: druckzentrum@schaerthun.ch

Impressum

«Un seul monde» paraît quatre fois par année, en français, en allemand et en italien.

Editeur:

Direction du développement et de la coopération (DDC) du Département fédéral des affaires étrangères (DFAE)

Comité de rédaction:

Harry Sivec (responsable)
Catherine Vuifray (vuc)
Barbara Affolter (abb)
Joachim Ahrens (ahj)
Fabrice Fretz (frf)

Maud Gerber (gee)
Sarah Grosjean (gjs)
Barbara Hofmann (hba)
Beat Felber (bf)

Collaboration rédactionnelle:

Beat Felber (bf-production)
Gabriela Neuhaus (gn) Maria Roselli (mr)
Jane-Lise Schneeberger (jls) Ernst Rieben (er)

Graphisme: Laurent Cocchi, Lausanne

Photolitho: City Comp SA, Lausanne

Impression: Vogt-Schild / Habegger AG, Soleure

Reproduction:

Les articles peuvent être reproduits, avec mention de la source, à condition que la rédaction ait donné son accord. L'envoi d'un exemplaire à l'éditeur est souhaité.

Abonnements:

Le magazine peut être obtenu gratuitement auprès de: DDC, Section médias et communication, 3003 Berne, Tél. 031 322 44 12 Fax 031 324 13 48 E-mail: info@deza.admin.ch

65983

Imprimé sur papier blanchi sans chlore pour protéger l'environnement

Tirage total: 55000

Couverture: Peter Stäger

Internet: www.ddc.admin.ch

Dans le prochain numéro :

Sécurité et développement : un dossier sur la dimension tant intérieure qu'extérieure de la sécurité et sur la tentative, audacieuse mais controversée, d'établir la sécurité humaine par le développement



Peter Stäger



DIRECTION
DU DEVELOPPEMENT
ET DE LA COOPERATION
DDC